

CAHIER RÉSULTATS DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES - SUPPLÉMENT 28 PAGES

LA MAJORITÉ ABSOLUE DE MACRON MENACÉE L'ABSTENTION À UN NIVEAU HISTORIQUE

► La Nupes et Ensemble! ont fait jeu égal au premier tour des élections législatives
► La coalition présidentielle est en tête dans les projections en sièges, mais sans certitude pour la majorité absolue

PAGES 2-14

FORTE PERCÉE DU RASSEMBLEMENT NATIONAL

Marine Le Pen peut espérer avoir un groupe de députés, une première pour l'extrême droite depuis 1986

PAGES 10-11

LA DROITE EN POTENTIELLE POSITION D'ARBITRE

Avec 11,3% des voix, LR réalise le plus faible score de son histoire mais pourrait jouer un rôle pivot

PAGES 12-13

LES CLÉS DU SECOND TOUR

564 duels et huit triangulaires sont possibles le 19 juin, cinq députés ont déjà été élus

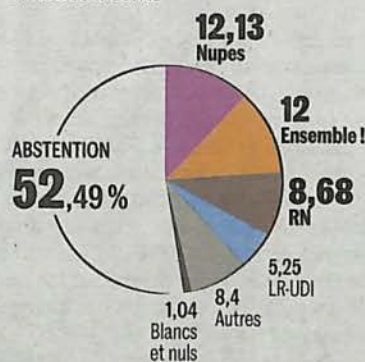
PAGES 4

Candidat arrivé en tête

- Gauche hors Nupes
- Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes)
- Ensemble! (majorité présidentielle)
- Centre hors Ensemble!
- LR-UDI
- Droite hors LR-UDI
- Rassemblement national (RN)
- Extrême droite (hors RN)
- Régionalistes

Résultats au premier tour

en % des inscrits



ÉDITORIAL LES LEÇONS D'UN SCRUTIN

par JÉRÔME FENOGLIO

UNE SEULE majorité aura émergé du premier tour des élections législatives, dimanche 12 juin. Celle, très nette, des non-votants. Pour la seconde fois de l'histoire de la V^e République, le nombre des abstentionnistes y excède la moitié du corps électoral : 52,48 % pour ce nouveau record établi après les 51,30 % de 2017.

A ce désastre démocratique, plusieurs causes ont été identifiées depuis longtemps. Il suffit de suivre l'effondrement de la courbe de participation depuis la mise en place du quinquennat, il y a vingt ans, pour s'assurer qu'avec cette réforme la présidentialisation de notre régime pèse d'un poids encore accru, qui dévitalise le scrutin parlementaire.

LIRE LA SUITE PAGE 26

À gauche, Jean-Luc Mélenchon, à la soirée électorale de la Nupes, à Paris, le 12 juin.

JULIEN DANIEL/MYOP POUR « LE MONDE »

En haut à droite, la première ministre, Elisabeth Borne, et le ministre de la fonction publique, Stanislas Guerini, au QG de LRM, à Paris, le 12 juin.

AIMÉE THIRION POUR « LE MONDE »

En bas à droite, Marine Le Pen, à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), le 12 juin.

BITTON/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »



L'union de la gauche bouscule Macron

Après une campagne atone, la Nupes fait jeu égal avec Ensemble ! au premier tour des élections législatives

Fermer les yeux, serrer les dents et ne pas bouger peut-il faire office de stratégie politique ? Non, à en croire le résultat du premier tour des élections législatives, dimanche 12 juin. Depuis sa réélection comme président de la République, le 24 avril, Emmanuel Macron maniait la « stratégie du chloroforme », selon ses opposants, pour tenter d'amortir l'impact d'un scrutin que les stratèges de la majorité sortante abordaient la boule au ventre.

A l'exception d'un texte sur le pouvoir d'achat, promis pour le début de l'été, le chef de l'Etat s'est volontairement rendu immobile pendant les sept semaines qui ont séparé le second tour de la présidentielle du premier tour des législatives, esquivant les points clivants de son programme, à commencer par la réforme des retraites. Cela n'a pas suffi à endiguer la dynamique de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes), qui dépasse, avec 26,11 % des voix au niveau national, les troupes macronistes d'Ensemble! (25,83 %), selon les chiffres du Monde, qui a entrepris un rééquilibrage de chacune des 6 293 candidatures. En revanche, pour le ministère de l'intérieur, qui n'inclut pas les candidats de gauche de l'outre-mer, c'est Ensemble! qui en tête.

D'après les projections d'Ipsos-Sopra Steria, la coalition présidentielle risque, avec 255 à 295 députés, de ne pas bénéficier de la majorité absolue à l'issue du second tour, le 19 juin, dont le seuil est fixé à 289 sièges. Un tel scénario constituerait une première depuis 1988, quand Michel Rocard, premier ministre de François Mitterrand, devait gouverner le pays avec une simple majorité relative.

DÉVISSAGE PRÉCOCE

La déconvenue est d'ores et déjà manifeste si l'on compare le score des macronistes aux 32,33 % qu'ils avaient obtenus au premier tour des législatives de 2017. Les candidats d'Ensemble! ne parviennent même pas à égaler le résultat du chef de l'Etat au premier tour de la présidentielle, il y a moins de deux mois (27,85 %). Un dévissage précoce, qui en-

voie un signal d'alarme au locataire de l'Elysée sur la conduite des cinq années à venir. Symbole de cette mauvaise soirée, l'ancien ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, est éliminé dans la 4^e circonscription du Loiret, où il s'était parachuté.

Cette configuration est à mettre au crédit de Jean-Luc Mélenchon, qui est parvenu à allier autour de lui des forces de gauche jusque-là moribondes. Le troisième homme de la présidentielle, qui a uni le Parti socialiste, Europe Écologie-Les Verts et le Parti communiste français à La France insoumise (LFI) autour du mot d'ordre « Mélenchon premier ministre », a créé une dynamique dans cette élection. La seule, en vérité, tant personne n'a semblé s'intéresser à ce scrutin pourtant déterminant dans l'équilibre politique du second quinquennat d'Emmanuel Macron.

L'abstention s'élève en effet à 52,48 % des suffrages. Un nouveau record sous la V^e République, après celui de 2017 (51,3 %), qui s'inscrit dans un mouvement exponentiel de désaffection des Français pour leur vie politique, après deux ans de pandémie de Covid-19. Une apathie démocratique en germe depuis la réforme du calendrier électoral, en 2002, et l'avènement du quinquennat : le pouvoir législatif s'est depuis affaibli au profit d'une hyperprésidentialisation, où sont reléguées au second plan toutes les

LA PERCÉE DE LA NUPES N'EST PAS FORCÉMENT SPECTACULAIRE EN COMPARAISON DES SCORES CUMULÉS DE SES DIFFÉRENTES COMPOSANTES EN 2017 (25,49 %). MAIS CES DERNIERS PARTAIENT DIVISÉS

autres strates de la vie publique – municipale, départementale ou encore régionale.

La percée de la Nupes n'est pas forcément spectaculaire en comparaison des scores cumulés de ses différentes composantes, en 2017 (25,49 %). Mais ces derniers partaient alors divisés. L'alliance, cette fois, ouvre la porte du second tour à de nombreux candidats : les projections d'Ipsos-Sopra Steria promettent ainsi de 150 à 190 sièges aux représentants de la Nupes. Soit environ le triple du nombre de députés (60) qui siègent jusqu'à présent à l'Assemblée nationale sous les couleurs socialistes, écologistes, communistes ou « insoumises ». Les candidats de la gauche unie seront ainsi présents dans 386 circonscriptions au second tour. A Paris ou dans la Seine-Saint-Denis, de nombreux représentants de LFI ont fait de très hauts scores, voire l'ont emporté dès le premier tour.

Si la perspective d'une cohabitation semble très improbable, la Nupes est en passe de devenir la première force d'opposition à l'Assemblée nationale. Dominée par LFI et son programme radical, l'opposition parlementaire deviendrait un paramètre à prendre en compte par Emmanuel Macron dans la conduite de ses réformes. « Nous ne devons pas rentrer dans un cycle d'instabilité politique pour les cinq prochaines années », a estimé, dimanche soir, Olivier Véran, ministre des relations avec le Parlement, dans un énième aveu de la fébrilité qui gagne le camp macroniste.

Cette position d'opposant en chef ne semble pas suffire à Jean-Luc Mélenchon, qui a estimé, dimanche soir, que les projections en sièges « n'ont à peu près aucun sens » et a appelé ses électeurs « à déferler » dans les urnes au second tour. Comme pour tenter de sauver, une semaine de plus, l'illusion de son entrée à Matignon, à 70 ans, au crépuscule d'une carrière politique qui le voit tirer sa révérence de l'Assemblée – il n'était pas candidat à sa réélection dans les Bouches-du-Rhône.

Malgré une campagne réduite, le bon résultat du Rassemblement national (18,67 %, avec une projection lui promettant de 20 à 45 députés) confirme, quant à lui, la triparti-

tion de l'échiquier politique. Handicapé par le mode de scrutin majoritaire, le parti d'extrême droite pourrait constituer un groupe au Palais-Bourbon pour la première fois depuis la législature 1986-1988. Ses candidats, selon sa direction, seront présents au second tour dans 200 circonscriptions. Un record. Quant à Marine Le Pen, elle manque d'un cheveu sa réélection en tant que députée du Pas-de-Calais dès le premier tour en raison d'une trop faible participation, malgré un score écrasant (53,96 %).

La fille de Jean-Marie Le Pen profite du scrutin pour étouffer la rivalité encombrante avec Reconquête!, la formation du polémiste d'extrême droite Eric Zemmour. Ce dernier est en effet éliminé, dès le premier tour, dans la 4^e circonscription du Var, tout comme ses lieutenants Guillaume Peltier (Loir-et-Cher) ou Stanislas Rigault (Vaucluse).

UN CASTING À SOMME NULLE

La stratégie de la majorité ne manquera pas d'être interrogée en interne. Emmanuel Macron ne s'est résolu à donner un coup d'accélérateur que dans la dernière ligne droite de cette campagne à électroencéphalogramme plat, au moment où les sondages donnaient les intentions de vote de la Nupes en hausse, sur fond de polémiques visant l'exécutif (fiasco du maintien de l'ordre au Stade de France, accusations de viol visant le ministre des solidarités, Damien Abad...). Adoptant, au passage, un nouveau plan de vol.

En choisissant Elisabeth Borne pour Matignon, une femme issue de la gauche, le chef de l'Etat envoyait le signal qu'il entendait contenir au maximum le danger venu de ce camp. Mais, faute de poids politique comme de surface médiatique, la première ministre n'a pas imprimé sa marque sur la campagne, contrairement à l'effet produit, à droite, par la nomination d'Edouard Philippe en 2017. Un casting à somme nulle, donc. La cheffe du gouvernement peut simplement se réjouir de son résultat personnel dans le Calvados, où elle se trouve en ballottage favorable.

Résultats: le comptage du « Monde »

Les résultats du Monde diffèrent des chiffres diffusés par le ministère de l'intérieur. Le quotidien a pris le parti de réétiqueter la liste officielle des 6 293 candidatures, qui ne permettait pas de savoir avec précision sous quelles « couleurs » concourent certains candidats. Le Monde a ainsi classé quatorze candidats qualifiés de divers gauche, divers centre ou régionalistes au sein de la Nupes, notamment dans les outre-mer, ce que n'a pas fait le ministère de l'intérieur. Idem pour six candidats divers droite, UDI et divers centre classés Ensemble!. Une nuance qui explique que la Nupes se retrouve en tête de ce premier tour avec 26,11 % des voix (contre 25,66 % pour le ministère) et Ensemble! en deuxième position avec 25,83 % des suffrages (25,75 % pour l'intérieur). Ce rééquilibrage est disponible en open data sur [Lemond.fr](https://www.lemonde.fr).



Le chef de l'Etat pris au piège de sa propre stratégie

Ce n'est pas un coup de tonnerre mais un avertissement sérieux. Au coude-à-coude avec la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes) de Jean-Luc Mélenchon (26,11 %, selon le comptage du Monde), la coalition présidentielle Ensemble! (25,83 %) n'est pas assurée d'obtenir une majorité absolue, dimanche 19 juin. C'est surtout la première fois sous la V^e République que le parti du président de la République n'arrive pas en tête aux législatives dans la foulée de l'élection présidentielle, voire recule entre les deux scrutins. En 2002, 2007 et 2012, l'UMP, puis le PS, avaient dépassé, parfois très largement, la barre des 30 % des voix dans la foulée de l'élection de Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy ou François Hollande. Cette fois, la majorité sortante fait beaucoup moins bien qu'il y a cinq ans (La République en marche et le MoDem avaient obtenu 32,33 % des suffra-

ges en 2017), et enregistre 2 points de moins que le score du président sortant il y a sept semaines.

A cette contre-performance s'ajoutent quelques symboles douloureux : l'ex-ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, incarnation du macronisme triomphant il y a cinq ans, est sèchement éliminé dès le premier tour dans le Loiret, de même que l'ex-ministre du logement Emmanuelle Wargon, dans le Val-de-Marne. Et si parmi les 15 membres du gouvernement d'Elisabeth Borne lancés dans la compétition électorale, plusieurs – dont Gabriel Attal et Gérald Darmanin – sortent largement en tête, d'autres, comme Clément Beaune ou Amélie de Montchalin, se trouvent en difficulté, l'un à Paris et l'autre en Essonne.

Emmanuel Macron, qui a reproduit – par choix tactique ou hésitation politique – sa tentative d'anesthésier le jeu démocrati-

que, stratégie gagnante à la présidentielle, a payé ici sa non-campagne. Tout comme ont été mis à son débit un certain immobilisme et le flou entretenu sur les grandes orientations de son second mandat, dont il a souvent semblé, depuis sa réélection, ne pas savoir que faire, ni avec qui.

En mettant plusieurs semaines à composer son gouvernement, et en s'effaçant lui-même de la campagne – il n'y est revenu que dans la dernière ligne droite, brandissant avec « l'extrême gauche » mélenchoniste le « moi ou le chaos » utilisé depuis cinq ans face à l'extrême droite –, le chef de l'Etat a laissé la place libre au leader des « insoumis » qui, à défaut d'avoir une chance d'arriver à Matignon, a donné le tempo de l'après-présidentielle et apparaît comme le vainqueur de ce premier tour, alors que les candidats de la Nupes disposent de peu de réserves de voix pour le second.

Ce qui avait marché pendant la campagne présidentielle, éclipsée par la guerre en Ukraine, n'aura donc pas fonctionné pour les législatives, alors que sont revenues en force les problématiques nationales (prix de l'essence, inflation et pouvoir d'achat), voire les polémiques (affaire Abad, incidents au Stade de France).

Une démocratie fatiguée

Qu'il obtienne ou non une majorité absolue le 19 juin, Emmanuel Macron – dont le socle électoral se rétrécit – se voit fragilisé par un scrutin qu'il avait pourtant tout fait pour enjamber. Ayant perdu le bénéfice de son exploit historique – être réélu hors période de cohabitation –, il devra composer avec d'orgueilleux alliés, Edouard Philippe et François Bayrou. Lesquels pourraient se voir pousser des ailes, alors que la question de la succession du président sortant – qui ne pourra pas se représenter

dans cinq ans – sera dans toutes les têtes. En fonction des résultats de dimanche 19 juin, Emmanuel Macron pourrait également avoir besoin des élus Les Républicains qui, donnés pour mort après la présidentielle, reprendraient vie comme faiseurs de majorité dans une Assemblée où les « insoumis » seront puissants (et sans doute bruyants), et le Rassemblement national mieux représenté que jamais.

C'est d'ailleurs l'un des paradoxes de ce scrutin pour le président : lui qui n'a eu de cesse d'alimenter la dépolitisation pourrait se retrouver aux prises avec une Assemblée nationale ultrapolitisée, voire radicalisée. L'arroseur arrosé. La conjonction de ces trois facteurs – socle rétréci, guerre de succession à venir, oppositions fortes et radicalisées – compliquera son mandat et la mise en œuvre de ses réformes, notamment celle des retraites.

L'abstention historique (52,4 %) est en outre un nouvel avertissement, signe d'une démocratie fatiguée et d'institutions à bout de souffle. S'il n'est pas responsable de la crise du système de représentation, Emmanuel Macron n'a pas aidé à la mobilisation des électeurs en donnant le sentiment d'esquiver la campagne. L'évocation d'un « conseil national pour la refondation », nouvel organe de délibération, a également été jugée peu opportune par de nombreux acteurs de la majorité. Un conseil pourtant censé remédier à « l'essoufflement démocratique », avait précisé la porte-parole du gouvernement, Olivia Grégoire. Sur ce plan-là, comme sur ses priorités, Emmanuel Macron va devoir sortir rapidement des généralités et des ambiguïtés, et prendre des initiatives fortes, s'il veut éviter qu'un « non-mandat » succède à une « non-campagne ». ■

Pendant les deux semaines qui ont précédé le premier tour, Emmanuel Macron a donc pris le parti de remiser sa stratégie d'emprunts sémantiques et de clins d'œil au mélenchonisme pour s'adresser à sa base, en majorité issue du centre droit. Dans sa bouche, comme dans celle de ses partisans, la Nupes n'a plus été synonyme que d'« extrême gauche », de « désordre » ou de « guillotine fiscale ». « Face aux extrêmes, nous seuls portons un projet de cohérence, de clarté et de responsabilité », a affirmé Elisabeth Borne, dimanche soir, appelant les Français à accorder à l'exécutif « une majorité forte et claire ». « On oublie à quoi sert une majorité absolue », souligne un proche d'Emmanuel Macron. Est-ce que le président aurait pu mettre en place le « quoi qu'il en coûte » avec une majorité relative ? Non, toute une partie des LR y étaient opposés. Le passe sanitaire non plus, car des forces présentes à l'intérieur de la Nupes y étaient et y sont encore farouchement opposées. »

Une stratégie de diabolisation qui préfigure l'attitude de la Macronie face aux duels de second tour entre le RN et la Nupes. Aucune consigne nationale n'a été édictée pour faire barrage à l'extrême droite ; le front républicain s'appliquera seulement au cas par cas en fonction du profil du candidat de la Nupes. Un virage de la part d'Emmanuel Macron, après s'être présenté pendant cinq ans comme un rempart absolu contre Marine Le Pen et son parti.

ANCRAGE LOCAL

De son côté, l'assèchement de la droite par la majorité se poursuit, et accentue la chute du parti Les Républicains (LR), sans pour autant l'achever. Avec 11,30 % des voix, LR, allié à l'Union des démocrates et indépendants, perd 7 points par rapport aux scores cumulés des deux partis en 2017. Si ce résultat ne lui permettra pas de rester la première force d'opposition à l'Assemblée nationale, la formation de droite mise sur l'ancrage local de ses sortants pour limiter la casse, avec une projection de 50 à 80 députés élus le 19 juin, selon Ipsos-Sopra Steria, contre 100 aujourd'hui.

De quoi lui offrir l'occasion de jouer le rôle de pivot en cas de majorité relative, sans lequel les textes ne seraient pas votés. Ses élus se montrent néanmoins divisés sur l'attitude à adopter, l'aile droite de LR ne souhaitant pas entendre parler de la moindre entente avec le gouvernement.

La majorité aura fort à faire pour atteindre l'objectif de 340 députés fixé, début mai, par le délégué général de La République en marche (LRM), Stanislas Guerini – elle compte aujourd'hui 345 élus. Il paraît dans tous les cas acquis qu'Horizons, le parti d'Edouard Philippe, et le Mouvement démocrate de François Bayrou, alliés à LRM, occuperont une position charnière. Précisément ce qu'Emmanuel Macron, agacé par les ambitions du maire du Havre, espérait éviter.

La prudence sur les projections est néanmoins de mise. Au soir du premier tour des législatives de 2017, les experts de la carte électorale promettaient aux macronistes et à leurs alliés entre 400 et 455 députés ; ils n'en obtinrent in fine « que » 350. La campagne de l'entre-deux-tours jouera donc un rôle crucial dans l'épilogue du scrutin. ■

MARIAMA DARAME
ET OLIVIER FAYE

**LE RASSEMBLEMENT
NATIONAL POURRAIT
CONSTITUER
UN GROUPE AU
PALAIS-BOURBON
POUR LA PREMIÈRE
FOIS DEPUIS
LA LÉGISLATURE
1986-1988**



**Partenaire
d'1 association sur 4,*
le Crédit Mutuel
agit concrètement
pour le monde
associatif.**

Que votre association soit petite ou grande, locale ou nationale, culturelle ou sportive, sociale ou de solidarité, le Crédit Mutuel vous accompagne.

Crédit Mutuel

Une banque qui appartient à ses clients, ça change tout.

Le Crédit Mutuel, banque coopérative, appartient à ses 8,3 millions de clients-sociétaires.

* Source : Enquête 2017 – mesure quinquennale - Centre d'Economie de la Sorbonne - Centre de Recherche sur les Associations - Viviane Tchermouk - Mesure en nombre d'associations, en banque principale. Confédération Nationale du Crédit Mutuel – 46, rue du Bastion – 75017 Paris.

Les multiples enseignements du scrutin pour le second tour

A l'issue du premier tour, cinq députés sont déjà élus ; 564 duels et huit triangulaires sont possibles dimanche 19 juin

ANALYSE

La totalité des instituts de sondage s'accordait à prévoir une nouvelle abstention record au premier tour des élections législatives, dimanche 12 juin. Les électeurs, ou plutôt les non-votants, leur ont donné raison. Avec 52,49 % d'abstention au niveau national, la désertion des bureaux de vote a été encore plus marquée qu'elle ne l'avait été au premier tour en 2017 (51,30 %). Dans cinquante-six départements, moins d'un électeur sur deux a voté, le record en métropole étant détenu par la Seine-Saint-Denis, où 61,07 % des électeurs ne se sont pas déplacés. Avec « seulement » 40,61 % d'abstention, le Lot fait presque figure de modèle de civisme.

Dans ces conditions, il n'est guère étonnant que seulement cinq candidats aient été élus dès le premier tour. Il s'agit de Yannick Favennec (Ensemble!-Horizons) dans la 3^e circonscription de la Mayenne et de quatre candidats Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes)-La France insoumise (LFI) : Sophia Chikirou dans la 6^e circonscription de Paris, Sarah Legrain dans la 16^e, Danièle Obono dans la 17^e et Alexis Corbière dans la 7^e circonscription de Seine-Saint-Denis. Même des candidats ayant obtenu plus de 50 % des suffrages exprimés vont devoir en passer

LE NOMBRE DE TRIANGULAIRES, SUPÉRIEUR À 2017, S'EXPLIQUE PAR LA CONFRONTATION, CETTE FOIS, ENTRE TROIS GRANDS BLOCS

par un second tour, comme Marine Le Pen dans la 11^e circonscription du Pas-de-Calais, malgré ses presque 54 % de suffrages recueillis.

Huit candidats de la Nupes sont également dans ce cas, dont le député sortant de la 2^e circonscription de Seine-Saint-Denis, Stéphane Peu, qui obtient 62,85 % des suffrages exprimés mais avec une abstention de 67,21 %. Du côté de la majorité présidentielle et de la droite, aucun candidat n'est dans cette situation.

Conséquence également de cette faible participation, le nombre réduit de triangulaires possibles au second tour : huit seulement. Un nombre toutefois supérieur à celui de 2017 - il n'y en avait eu qu'une -, qui s'explique par la confrontation, cette fois, entre trois grands blocs, alors que la gauche, cinq ans plus tôt, avait pâti de ses divisions et de la démobilisation de son électeur.

Les résultats du premier tour									
	MÉTROPOLE		OUTRE-MER		FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER		TOTAL		
Inscrits	45 547 742		1 959 609		1 446 633		48 953 984		
Votants	22 336 192		595 608		325 708		23 257 508		
Abstention	50,96 %		69,61 %		77,49 %		52,49 %		
Blancs ou nuls	2,14 %		5,07 %		1,20 %		2,20 %		
Exprimés	21 858 273		565 427		321 798		22 745 498		
	Voix	Exprimés	Voix	Exprimés	Voix	Exprimés	Voix	Exprimés	
Extrême gauche	260 642	1,19 %	9 640	1,70 %	-	-	270 282	1,19 %	
Gauche hors Nupes	635 754	2,91 %	116 859	20,67 %	7 748	2,41 %	760 361	3,34 %	
Nupes	5 772 653	26,41 %	75 668	13,38 %	91 576	28,46 %	5 939 897	26,11 %	
Ensemble!	5 667 888	25,93 %	96 481	17,06 %	109 917	34,16 %	5 874 286	25,83 %	
Centre hors Ensemble!	237 782	1,09 %	39 972	7,07 %	24 977	7,76 %	302 731	1,33 %	
LR-UDI	2 504 483	11,46 %	44 302	7,84 %	21 505	6,68 %	2 570 290	11,30 %	
Droite hors LR-UDI	380 005	1,74 %	31 665	5,60 %	13 597	4,23 %	425 267	1,87 %	
Rassemblement national	4 205 253	19,24 %	35 549	6,29 %	7 824	2,43 %	4 248 626	18,68 %	
Reconquête!	943 836	4,32 %	1 870	0,33 %	20 451	6,35 %	966 057	4,25 %	
Extrême droite	253 265	1,16 %	20 112	3,56 %	2 062	0,64 %	275 439	1,21 %	
Régionalistes	175 581	0,81 %	71 022	12,56 %	735	0,23 %	248 338	1,09 %	
Divers	820 131	3,75 %	22 347	3,95 %	21 406	6,65 %	863 884	3,80 %	

Résultats provisoires à 9 heures

Sources : Le Monde, ministère de l'intérieur

Rappelons qu'aux élections législatives, si les deux premiers candidats sont qualifiés pour le second tour, pour les suivants, il faut réunir 12,5 % des inscrits, et pas seulement des suffrages exprimés, pour y accéder. Ces huit triangulaires devraient avoir lieu, si aucun candidat ne se retire, dans la 3^e circonscription de la Dordogne, la 2^e du Lot, les 1^{er} et 2^e de Lot-et-Garonne, la 2^e de la Nièvre, la 2^e du Tarn, la 2^e et la 3^e des Hauts-de-Seine.

Ce rassemblement de la gauche sous la bannière de la Nupes aura aussi eu une incidence majeure quant à la présence de ses candidats au second tour. « Plus de cinq cents candidats de la Nupes seront présents au second tour », a assuré Jean-Luc Mélenchon, non sans une certaine forfanterie, en s'adressant à ses militants et à ses électeurs peu après l'annonce des premiers résultats. Le compte n'y est pas mais, en qualifiant effectivement 386 de leurs candidats pour le second tour de scrutin, les formations de gauche améliorent considérablement leur présence puisque, en 2017, ils n'étaient que 142 à pouvoir concourir.

Rude chute pour la droite

La majorité présidentielle - alors La République en marche (LRM) et MoDem - qui avait qualifié 513 de ses candidats au second tour n'y parvient cette fois que dans 419 circonscriptions. Le Rassemblement national (RN), de son côté, enregistre une progression significative avec 208 candidats qualifiés contre 118 cinq ans plus tôt. La chute est rude, en revanche, pour la droite, présente au second tour en 2017 dans 300 circonscriptions et qui, cette fois, ne parvient à qualifier que 87 de ses candidats. Enfin, pour Reconquête!, le parti d'Eric Zemmour, le bilan est simple à tirer : aucun qualifié.

Ainsi sur les 572 duels ou triangulaires que pourrait proposer le second tour, 278 opposeront des candidats d'Ensemble! à des représentants de la Nupes. Dans 141 circonscriptions, les candidats de la majorité sont arrivés en tête. Dans 110 circonscriptions, ils affronteront des candidats du Ras-

semblement national; dans 65 d'entre elles, ils ont été devancés au premier tour par l'extrême droite. Dans 22 autres circonscriptions, ils rencontreront des candidats de la droite après les avoir devancés dans dix-huit d'entre elles, le reste étant des candidats divers, notamment dans les outre-mer.

La Nupes, quant à elle, se verra opposée au RN au second tour dans 62 circonscriptions; dans 33 d'entre elles, elle est arrivée en tête au premier tour. Elle affrontera des candidats de droite dans 29 circonscriptions, dont 12 où elle est sortie en tête du premier tour. Enfin, les candidats de droite rencontreront, eux, des adversaires RN dans 29 circonscriptions; dans 11 d'entre elles, c'est l'extrême droite qui est arrivée en tête.

Dans ces élections législatives marquées par la percée de la Nupes, les candidats de la majorité présidentielle réunis sous la bannière Ensemble! (La République en marche, MoDem, Horizons) parviennent à se hisser en tête dans 201 circonscriptions pour le second tour. Preuve de la perte d'engagement autour des candidats d'Emmanuel Macron, ils étaient 449 en 2017 à devancer leurs adversaires à l'issue du premier tour du scrutin. Dans le détail, ce sont 128 candidats LRM, 35 candidats MoDem et 21 candidats Horizons qui arrivent en tête dans leurs circonscriptions.

Il y a cinq ans, à l'orée du premier quinquennat de M. Macron, six membres du gouvernement avaient opté pour une candidature à la députation. En 2022, quinze membres du gouvernement d'Elisabeth Borne ont fait le choix de se soumettre au suffrage universel, gage d'une plus grande

LE RASSEMBLEMENT NATIONAL, DE SON CÔTÉ, ENREGISTRE UNE PROGRESSION SIGNIFICATIVE AVEC 208 CANDIDATS QUALIFIÉS CONTRE 118 CINQ ANS PLUS TÔT

légitimité à leurs yeux. S'ils sont élus à l'issue du second tour, ils ne pourront pour autant pas siéger à l'Assemblée nationale, du fait de la séparation des pouvoirs.

Pour deux d'entre eux, Clément Beaune, le ministre chargé des affaires européennes et la première ministre elle-même dans la 6^e circonscription du Calvados, il s'agit d'un baptême du feu aux lourdes conséquences. En cas de défaite, tout ministre, aussi important soit-il, devra quitter le gouvernement. Pour le premier, qui concourt dans la 7^e circonscription de Paris, face à la candidate de la Nupes, Caroline Mecary, le second tour s'annonce très serré. Tout comme pour les ministres de la transformation publique, Stanislas Guerini (3^e circonscription de Paris) et de la transition écologique et de la cohésion des territoires, Amélie de Montchalin (6^e circonscription de l'Essonne), arrivés derrière les candidats de la Nupes.

Dans le Pas-de-Calais, la ministre de la santé, Brigitte Bourguignon, devance de deux points à peine la candidate du RN. D'autres ministres sont parvenus à préserver leurs chances de victoire, dimanche 19 juin : Olivier Veran, ministre des relations avec le Parlement, dans l'Isère, Yaël Braun-Pivet, ministre des outre-mer, dans les Yvelines, Marc Fesneau, ministre de l'agriculture, dans le Loir-et-Cher, ou encore Damien Abad, ministre des solidarités, dans l'Ain, malgré les accusations de viol révélées quelques heures après sa nomination au gouvernement. Gérard Darmanin, le ministre de l'intérieur, tout

comme le ministre du budget, Gabriel Attal, sont quasi assurés d'être réélus dans leurs circonscriptions respectives, la 10^e circonscription du Nord et la 10^e des Hauts-de-Seine.

Recomposition prolongée

A gauche, les effets arithmétiques et politiques de l'accord scellé entre les principales forces grâce à la Nupes sont implacables. De 35 circonscriptions où la gauche était sortie en tête du premier tour en 2017, c'est désormais le cas dans 191 circonscriptions. Soit presque cinq fois plus qu'il y a cinq ans. Les rapports de force entre les différentes composantes de gauche à l'issue du premier tour sont aussi éloquentes. LFI domine le jeu, en arrivant en tête dans 109 circonscriptions, suivie de très loin par le Parti socialiste, qui s'impose au premier tour dans 29 circonscriptions contre 26 pour Europe Écologie-Les Verts et 14 pour le Parti communiste français.

En tant que troisième force politique du pays à l'issue de ces élections législatives, le Rassemblement national de Marine Le Pen arrive en tête dans 110 circonscriptions, contre 20 en 2017. Une dynamique tout aussi comparable que celle de la Nupes. A droite, le choc est rude mais il reste contenu. Ils sont 40 chez Les Républicains, contre 49 en 2017, à être parvenus à se hisser en tête dans leurs circonscriptions. Deux candidats de l'UDI, seulement, réalisent cette performance, contre neuf en 2017 : Meyer Habib dans la 8^e circonscription des Français de l'étranger (Italie, Grèce, Israël, Turquie) et Christophe Naegelen dans la 3^e circonscription des Vosges.

Les élections législatives ont prolongé le travail de recomposition politique et la prochaine Assemblée nationale, malgré les écueils du scrutin uninominal majoritaire, devrait être plus représentative des rapports de force qui se sont exprimés à la présidentielle. Au point, peut-être, de ne pas offrir une majorité absolue au président de la République. ■

MARIAMA DARAME ET PATRICK ROGER



Démobilisés, les électeurs ont boudé les urnes

Avec un taux record de 52,48 %, les chiffres de l'abstention dépassent ceux de 2017

REPORTAGE

Un long dimanche de retrouvailles avec les urnes. Long, oui, comme un jour de vote sans électeurs. Dimanche 12 juin, le taux de participation n'était que de 47,52 % pour le premier tour des législatives. C'est 1,17 point de moins par rapport à 2017, alors que l'abstention était cette année-là devenue majoritaire pour la première fois (avec 51,3 %) lors de législatives. Une progression ininterrompue depuis trente ans : elle n'était en effet que de 31,09 % en 1993. Près de deux mois après la reconduction d'Emmanuel Macron à l'Élysée, le scrutin des 12 et 19 juin présente un enjeu décisif : il s'agit, en choisissant 577 députés parmi près de 6300 candidats, de donner les moyens au président de la République de mettre en œuvre son programme ou de lui imposer une cohabitation avec un premier ministre d'opposition.

Vendredi 10 juin, un ultime sondage Ipsos-Sopra Steria pour *Le Monde* anticipait un scrutin disputé. Les candidats d'Ensemble! – coalition réunissant La République en marche, Horizons et le MoDem – totalisaient 28 % des intentions de vote. Ceux de la gauche recueillaient 27 %. Le Rassemblement national était distancé (19 %, mais 24,5 % avec le parti Reconquête! d'Eric Zemmour). La gauche sous les couleurs de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes, qui regroupe La France insoumise, le Parti socialiste, le Parti communiste français et Europe Ecologie-Les Verts) a enclenché une dynamique porteuse pendant la campagne. Allait-elle se confirmer avec des électeurs boudant les bureaux de vote?

« Nous, tout ça, on s'en fiche »
Ce dimanche, le thermomètre approche les 30 degrés dans la région lyonnaise. Pour Alexandra et Dimitri, 32 ans tous les deux, le choix est fait. Le couple part en balade dans les allées ombragées du parc de Parilly, à Bron (Rhône), en tenant la main de Gabriel, leur fils de 2 ans. « Cette fois, je ne vais pas voter. On n'y comprend pas grand-chose. J'ai voté pour la présidentielle, ça n'a servi à rien », affirme Alexandra, directrice d'agence d'intérim, qui préfère ne pas donner son nom. « C'est toujours pareil, on s'est retrouvé à voter contre au deuxième tour. Le jour où le vote sera représentatif et plus proportionnel, je reviendrai voter », ajoute Dimitri, qui n'est même plus inscrit sur une liste électorale.

Soleil et désillusion. Le cocktail pourrait s'avérer bien amer pour le premier tour. Lorsque l'on évoque le scrutin avec Pauline, sur la plage de l'Almanarre, à Hyères (Var), elle répond : « C'est aujourd'hui ? » A côté d'elle, Sylvain, son mari, fait des châteaux de sable avec leur fille, Lucie. Le couple est descendu de leur petite commune sur les hauteurs de Toulon pour profiter d'un dimanche « sans boulot », et n'a pas prévu d'aller voter.

La politique, « c'est pas [leur] truc », explique cette éducatrice spécialisée de 25 ans qui travaille avec les adultes autistes. « En vrai, j'y comprends rien », continue-t-elle, en fustigeant les politiques : « On dirait qu'ils parlent pour eux. Ils s'expriment tous dans des termes beaucoup trop techniques, et très vite, ça s'évapore dans des chiffres absurdes. Trois milliards, c'est abstrait pour nous. Et puis, ils nous parlent d'Europe, du monde... Nous, tout ça, on s'en fiche. On veut savoir ce qui va se passer pour nous, dans notre vie de tous les jours. » La semaine dernière, Pauline a fait un plein d'essence à 103 euros. Pour elle, ça, « c'est du concret ».

A l'autre bout du pays, le désenchantement est le même. Sur les six commerçants interrogés dans la rue principale du quartier de l'Épeule, à Roubaix (Nord), aucun ne peut dire où se trouve le bureau de vote. Une vendeuse de chaussures discute avec un client sur le pas de la porte. Elle ne vote plus depuis longtemps. Devant le café portugais, à la vitrine bleu pétant, des jeunes proposent de regarder sur Internet. Au Phnom Penh, un magasin d'alimentation cambodgien, le gérant nous regarde avec des yeux ronds. Il ne sait pas non plus. Deux médiateurs urbains, en gilets fluo, s'appuient sur la barrière qui bloque la rue en ce matin de marché. « Le bureau de quoi? Pour quoi faire? » Il faut aller jusqu'à un vieux café pour que le patron interpelle l'épicier d'en face qui, lui, sait où se trouve l'école du quartier où est installé le bureau de vote de l'Épeule. On est juste à côté d'une palissade où des affiches décolorées de la présidentielle clament qu'il faut voter pour Jean-Luc Mélenchon. C'est ce que la ville de Roubaix a fait – le plus haut score de la métropole lilloise au premier tour, avant de se rabattre sur Emmanuel Macron au second, bien moins largement.

« Il faut voter »
Dans de nombreuses circonscriptions où le leader de La France insoumise a réalisé de bons scores à la présidentielle, les électeurs semblent démobilisés au moment de désigner leurs députés. A Marseille, par exemple, où Jean-Luc Mélenchon a été élu député – mais où il ne se représentait pas. Pierre Huguet préside le vote dans le bureau 514, dans l'école du boulevard Chave (5^e). « Je ne m'attends pas à une grande participation, concédait-il en début de matinée. Ici, les gens viennent avant la plage, après la plage... ou ne viennent pas du tout. »

Djamila Abderrahmane, 48 ans, fait, elle, partie de ceux qui ont voté. Et plutôt deux fois qu'une. En sortant du bureau situé dans le groupe scolaire Léo-Lagrange, à Vénissieux (Rhône), elle explique : « Depuis l'âge de 18 ans, je n'ai jamais raté un vote. Il faut faire entendre notre voix. Si on veut changer les choses, il faut voter. » Elle a fait son choix « dans la suite de la présidentielle ». Ce qui signifie un vote en faveur du candidat soutenu par Jean-Luc Mélenchon, Idir Boumertit, qui a remplacé au pied levé Taha Bouhaf (LFI), dont le parachutage a été compromis par des accusations de violences sexuelles. Ses voisines ont, elles, décidé de ne pas venir voter cette fois, contrairement au premier tour de la présidentielle, qui avait placé Jean-Luc Mélenchon en tête avec un score spectaculaire : 48,78 % des voix à Vénissieux, et 17,97 % à Emmanuel Macron. Dimanche à midi, le taux de participation se limitait à 11,8 % dans la ville.

Comme à Vaulx-en-Velin, où le taux baissait d'un point par rapport à 2017 à la même heure (12,97 %). Jean-Luc Mélenchon y avait obtenu 54,94 % des voix au premier tour, en avril. La participation est plus fortement en recul dans les quartiers les plus éloignés des centres-villes. A Lyon, le taux de participation montait à

20,89 %. Le recul du vote dans les quartiers populaires pourrait compromettre l'effet Mélenchon.

Sauf à ce qu'ailleurs le vote en faveur de la Nupes ne se montre plus robuste qu'anticipé. Dans la 2^e circonscription de la Loire-Atlantique, à Nantes, Nathalie (qui n'a pas souhaité donner son nom de famille), attachée commerciale de 49 ans, a voté pour le candidat de la coalition de gauche, Andy Kerbrat, sans sourcilier. « Je ne saurais même pas dire son nom, j'ai pris le bulletin de la coalition de gauche, point barre. Je ne vote pas forcément pour une personne, mais pour des idées, dans l'espoir de contrebalancer le pouvoir actuel... », explique celle qui a « voté Mélenchon au premier tour de la présidentielle, et blanc au second tour ». Nathalie, qui espère « faire dérailler un système capitaliste complètement aveuglé », reproche

à Emmanuel Macron son « cynisme » et « sa technocratie », « le mépris » dont il a fait preuve, à ses yeux, à l'égard des citoyens ; elle évoque « le fiasco de la convention citoyenne pour le climat », qui « a accouché de "peanuts", alors que de nombreuses personnes ont passé du temps pour faire émerger des propositions ».

« Pas besoin d'une révolution »
Elsa, 41 ans, qui réside dans le 11^e arrondissement de Paris, a elle aussi voté pour la candidate de la Nupes, Sophia Chikirou. Objectif : « Avoir une majorité qui tire un peu Macron à gauche, puisqu'il est censé être au centre. » La bibliothécaire ne se fait pas trop d'illusions pour autant. « Mélenchon est tellement vivant que j'ai des doutes. Peut-il vraiment devenir premier ministre? Et si oui, quel attelage peut-il former avec Macron? Et

puis, ses positions sur la Russie sont tout de même un souci... » De fait, outre l'abstention, le leader de la gauche pâtit d'une image qui apparaît réhabilitée pour de nombreux électeurs. Le Nantais Frédéric Pinard, 45 ans, le confie sans ambages : pour lui, la personnalité de Jean-Luc Mélenchon fait office d'épouvantail. « Je voulais voter écologiste à ces élections législatives parce que je suis convaincu de l'urgence qu'il y a à agir pour le climat, énonce-t-il. Mais Mélenchon, vraiment, je ne peux pas. Je ne supporte pas cet homme. »

A peine sortie de son bureau de vote, dans la 8^e circonscription de Paris, Danièle Couty, 77 ans, confie son inquiétude. « Le pays peut basculer, craint l'ex-attachée parlementaire socialiste. J'ai peur que le pays soit mis à feu et à sang, qu'il y ait des mouvements déstabilisants à l'Assemblée nationale et dans la

rue. On n'a pas besoin d'une révolution en ce moment ! » La socialiste milite désormais pour Emmanuel Macron. « Tout n'est pas parfait, loin de là, mais qui peut tenir le pays à part lui? », demande-t-elle. Eric Manchon, un ancien gérant de fonds, a fait de même. Electeur de la 5^e circonscription du Val-de-Marne, il a opté pour La République en marche. « J'ai été déçu par pas mal de choses faites par Macron, mais il reste un homme de très grande qualité, et il est très important que la France continue à en bénéficier », plaide-t-il. De toute façon, LRM ou LR, « tout ça, ça reste la droite », glisse-t-il. ■

BENOÎT FLOC'H
AVEC DENIS COSNARD,
SOFIA FISCHER (NICE),
YAN GAUCHARD (NANTES),
GILLES ROF (MARSEILLE),
RICHARD SCHITTLY (LYON)
ET FLORENCE TRAULLÉ (LILLE)



Partenaire
d'1 association sur 4,
le Crédit Mutuel
agit concrètement
pour le monde
associatif.

Que votre association soit petite ou grande, locale ou nationale, culturelle ou sportive, sociale ou de solidarité, le Crédit Mutuel vous accompagne.

Crédit Mutuel

Une banque qui appartient à ses clients, ça change tout.

Le Crédit Mutuel, banque coopérative, appartient à ses 8,3 millions de clients-sociétaires.

* Source : Enquête 2017 – mesure quinquennale - Centre d'Économie de la Sorbonne - Centre de Recherche sur les Associations - Viviane Tchernogog - Mesure en nombre d'associations, en banque principale. Confédération Nationale du Crédit Mutuel - 46, rue du Bastion - 75017 Paris.

Les macronistes en net recul par rapport à 2017

Mise en difficulté par la gauche, la coalition présidentielle n'est pas assurée d'obtenir une majorité absolue

Un résultat en demi-teinte, perçu comme une contre-performance pour les troupes d'Emmanuel Macron. Certes, le chef de l'Etat semble en mesure de disposer d'une majorité à l'Assemblée nationale. Mais, contrairement à 2017, le locataire de l'Élysée n'est pas assuré de pouvoir détenir la majorité absolue afin de mettre en œuvre son programme. A l'issue du premier tour des élections législatives, dimanche 12 juin, le camp présidentiel – composé de La République en marche (LRM), du MoDem, d'Agir et d'Horizons – est crédité de 255 à 295 sièges, selon les projections d'Ipsos-Sopra Steria. Autrement dit, les députés macronistes n'ont aucune garantie d'atteindre, à eux seuls, la majorité absolue, dont le seuil est fixé à 289 sièges.

Comme ils le redoutaient, ils ont toutes les chances d'avoir seulement une majorité relative. Au risque de devoir nouer des alliances de circonstance avec Les Républicains (LR), afin de faire voter certains textes. Loin de l'ambition initiale du président de la République, qui avait appelé les électeurs à lui donner une majorité « forte et claire », avant le scrutin. Sur le modèle des 360 députés (308 LRM et 47 MoDem) dont il disposait, il y a cinq ans, à son arrivée au pouvoir.

Appel à l'«humilité»

Comme le craignaient les stratégies macronistes, la majorité sortante a pâti de l'offensive menée par Jean-Luc Mélenchon, à la tête de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes). Au point de s'incliner d'une courte tête face à cette alliance de gauche, qui totalise 26,11 % des suffrages au niveau national, contre 25,82 % pour LRM et ses alliés, selon le comptage du Monde. Loin des 32,3 % obtenus par LRM et le MoDem en 2017. Un score également inférieur à celui de M. Macron au premier tour de la présidentielle (27,8 %), il y a six semaines. La stratégie impulsée par le chef de l'Etat, visant à partir en campagne le plus tard possible et à donner le moins possible de prise à ses adversaires, ne s'est donc pas révélée payante.

Face à cet échec électoral, les macronistes ont oscillé entre deux attitudes, dimanche soir. Dans un premier temps, ils ont tenté de positiver, en faisant valoir la «solidité» de leurs candidats. Lesquels sont présents «dans une écrasante majorité de circonscriptions» au second tour, a souligné la porte-parole du gouvernement, Olivia Grégoire, en y

Clément Beaune, ministre délégué chargé de l'Europe et candidat à Paris, dimanche 12 juin.

AIMÉE THIRION POUR «LE MONDE»



voyant un signe «encourageant». Mais, très vite, un autre message s'est imposé. Au fur et à mesure qu'ils apprenaient les mauvais résultats de plusieurs personnalités de la majorité – les ministres Amélie de Montchalin ou Stanislas Guerini, ainsi que le président de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand, ou le patron des députés LRM, Christophe Castaner, sont tous en mauvaise posture dans leur circonscription –, les macronistes ont fait profil bas, en appelant à l'«humilité».

Le ministre des relations avec le Parlement, Olivier Véran, a ainsi assuré que l'«avertissement» à l'égard de la majorité présidentielle avait été entendu. «Nous entendons le silence des urnes, nous entendons le bruit de la rue», a-t-il déclaré sur LCI. Dans la même veine, le ministre de l'intérieur, Gérard Darmanin, a estimé, sur France 2, que les électeurs avaient envie de «challenger» le pouvoir, sans lui «donner un blanc-seing». Après avoir été «aux responsabilités pendant cinq ans» et traversé

«FACE À L'EXTRÊME DROITE NOUS SOUTIENDRONS TOUJOURS LES CANDIDATS QUI RESPECTENT LES VALEURS RÉPUBLICAINES»

ÉLISABETH BORNE
première ministre

«un certain nombre de crises», «c'est moins facile», a reconnu le ministre délégué chargé de l'Europe, Clément Beaune, candidat à Paris, sur BFM-TV.

Dans l'optique du second tour, les candidats de la majorité se rassurent en estimant avoir davantage de réserves de voix que l'alliance de la gauche pour aller chercher la victoire. D'où leurs multiples appels à la mobilisation, lancés en direction des abstentionnistes du premier tour. Alors que M. Macron s'était efforcé de sé-

duire l'électorat de M. Mélenchon dans l'entre-deux-tours de la présidentielle, afin de l'emporter face à Marine Le Pen, le camp présidentiel a surtout poursuivi sa stratégie de diabolisation du chef de file de LFI, présenté comme un «extrémiste». Un discours entonné par les macronistes, dans l'espoir de capter l'électorat modéré.

«Projet contre projet»

M. Mélenchon «n'est pas la gauche», il est «d'extrême gauche», a ainsi tranché Olivier Véran, en alertant sur le «programme dangereux» de celui que le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, a dénommé le «Chavez gaulois». «Désormais, c'est un second tour de clarification qui s'ouvre, projet contre projet», a estimé le ministre des comptes publics, Gabriel Attal. «Un choix assez clair entre un projet de cohérence et un projet de désordre», a développé Olivia Grégoire. «L'extrême droite et l'extrême gauche nous mènent au déclin de la France», a appuyé l'ex-ministre de l'éducation Jean-Mi-

chel Blanquer, après son élimination dans le Loiret.

Les macronistes se sont en effet montrés peu bavards lorsqu'il s'est agi de définir la position de la majorité en cas de duels entre le RN et la Nupes au second tour. Embarrassée, M^{me} Grégoire a d'abord botté en touche, en estimant que ce sujet relevait de «débat locaux», sans être «un enjeu national». La direction de LRM a ensuite annoncé qu'elle ne donnera pas de consigne nationale mais jugera «au cas par cas». Comprendre: le parti présidentiel pourrait soutenir un candidat modéré de la Nupes, issu du PS, mais ne pas le faire s'il s'agit d'un «insoumis», jugé trop radical.

Elisabeth Borne a aussi mis dos à dos la Nupes et le RN, dimanche soir, présentés comme des «extrêmes», face auxquels l'exécutif se pose en rempart. La première ministre a appelé «toutes les forces républicaines à se rassembler» autour des candidats de la majorité, sans «prendre le risque de l'instabilité et des approximations».

«La souveraineté nationale, ce n'est pas la rupture avec l'Europe, la fascination pour les régimes autoritaires et l'alignement sur la Russie», a-t-elle asséné, avant de tweeter dans la nuit, en réponse au candidat communiste Fabien Roussel qui lui reprochait son manque de «clarté» sur le front républicain: «Face à l'extrême droite nous soutiendrons toujours les candidats qui respectent les valeurs républicaines. Notre ligne: ne jamais donner une voix à l'extrême-droite.» La porte-parole du gouvernement, Olivia Grégoire, s'est aussi reprise lundi matin d'un: «Pas à l'extrême droite pour le RN» dans les 58 duels RN-Nupes.

Au sein de la majorité, seul Clément Beaune s'est démarqué clairement et rapidement, dès dimanche, en disant qu'«à titre personnel» il appelait, de son côté, à voter pour des candidats Nupes opposés au RN. Lui se dit clair sur ses convictions, n'ayant «jamais mis de signe égal» entre un candidat de gauche et d'extrême droite. ■

ALEXANDRE LEMARIÉ

Blanquer et Wargon éliminés, des figures de la majorité en difficulté

Les anciens ministres de l'éducation et du logement n'ont pas passé le premier tour. Castaner, Bachelier et Pompili sont en ballottage

Si ce n'est un revers, c'est au moins un signal. Et celui que les électeurs ont envoyé, dimanche 12 juin, à la Macronie est parfois brutal. Certes, à l'issue du premier tour des élections législatives, le parti présidentiel La République en marche (LRM) et ses alliés peuvent espérer une majorité à l'Assemblée. Mais celle-ci n'aura rien d'une formalité. En témoignent les scores affichés par des têtes d'affiche, barons locaux et «stars» du précédent gouvernement. Souvent serres, parfois tranchés, les résultats attestent que les électeurs n'ont que peu d'attachement envers le pouvoir en place. Jean-Michel Blanquer, ancien ministre de l'éducation nationale, a notamment été éliminé dès le premier

tour. A quelques centaines de voix près, défendent ses soutiens. Mais c'est bien assez pour que l'ancien recteur, qui se confrontait pour la première fois de sa carrière au suffrage universel, soit contraint de jeter l'éponge.

Possible lassitude

Arrivé en troisième position, avec 18,89 % des suffrages, l'ancien ministre a été devancé par le candidat du Rassemblement national (RN), Thomas Ménagé (31,45 %), et celui de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes), Bruno Nottin (19,43 %), dans la 4^e circonscription du Loiret. «Il me semblait qu'il fallait mener ce combat, un combat qui avait sa noblesse», a-t-il commenté, semblant ne rien regretter. L'amer-

tume, pourtant, a vite submergé celui qui avait vu son étoile pâlir au sein du gouvernement, dans les derniers mois du quinquennat. Soulignant la violence verbale et physique dont il a fait l'objet, l'ancien de la Rue de Grenelle s'est plaint, dimanche soir, affirmant que «tous les candidats étaient contre [lui]» et enjoignant aux électeurs de privilégier «les candidatures du calme». Moins visible, Emmanuelle Wargon, ancienne ministre du logement, a aussi été défaite, dans le Val-de-Marne, s'effaçant derrière Michel Herbillon, candidat Les Républicains (LR), et Eric Pagès (Nupes).

Barbara Pompili, ancienne ministre de la transition écologique, s'est, elle, qualifiée pour le second tour dans la 2^e circonscription de

la Somme. Mais avec 29,84 % des voix, l'ex-d'Europe Ecologie-Les Verts talonne la candidate de la Nupes, Zahia Hamdane (29,98 %), sans être assurée de l'emporter le 19 juin. Un score bien loin de celui de l'ancien journaliste et député sortant de la France insoumise, François Ruffin, qui rafle 40,09 % des suffrages dans la 1^{re} circonscription de la Somme.

Dans la 6^e circonscription du Finistère, Richard Ferrand, président de l'Assemblée nationale, est, lui, arrivé en tête, avec 33,56 % des voix, devant la candidate de la Nupes, Mélanie Thomin (31,16 % des voix). Mais ce proche du chef de l'Etat, député depuis 2012 et rouage essentiel de la majorité parlementaire, perd des voix par rapport à 2017. Emmanuel Ma-

RICHARD FERRAND, PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, ARRIVE EN TÊTE DANS LE FINISTÈRE MAIS PERD DES VOIX PAR RAPPORT À 2017

cron avait pourtant fait, dans cette circonscription rurale du Centre Bretagne, à Spézet, l'un de ses rares déplacements de sa campagne présidentielle. Signe probable de l'usure de la Macronie et d'une possible lassitude des électeurs envers un mouvement poli-

tique encore mal défini... Dans la 2^e circonscription des Alpes-de-Haute-Provence, Christophe Castaner, autre figure du parti présidentiel, est aussi dans une situation délicate. Arrivé en tête avec 30,16 % des voix, l'ancien ministre de l'intérieur devance d'à peine un point son rival de la Nupes, Léo Walter (29,30 %). Enfin, le questeur de l'Assemblée nationale, Florian Bachelier, décrit comme l'un des députés bretons les plus connus sur la scène nationale, a été largement distancé dans la 8^e circonscription d'Ille-et-Vilaine, récoltant 32,26 % des voix, contre 45,72 % pour son concurrent de la Nupes, Mickaël Bouloux. «On a cinq jours pour se battre», a conclu le député sortant. ■

CLAIRE GATINOIS

Borne bat le rappel des troupes alors que des ministres sont menacés

La première ministre est en bonne position pour être élue dans le Calvados, mais d'autres membres du gouvernement sont en difficulté avant le second tour

Comme Emmanuel Macron, Elisabeth Borne aime faire les choses « dans l'ordre ». Au soir du premier tour des élections législatives, dimanche 12 juin, c'est donc par des remerciements adressés « à titre personnel » aux électeurs de la 6^e circonscription du Calvados que la première ministre, méthodique, a commencé son discours.

Depuis le siège parisien du parti présidentiel, La République en marche (LRM), déserté ce soir-là par les militants, la locataire de Matignon a ainsi rappelé qu'elle était arrivée en tête du scrutin où elle joue son poste de numéro un du gouvernement et, plus globalement, sa légitimité de cheffe de la majorité.

La polytechnicienne, décrite par la représentante de l'extrême droite, Marine Le Pen, comme « une technocrate froide et brutale », et par le leader de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes), Jean-Luc

Mélenchon, comme « une technocrate sans cœur et sans compassion humaine », se frotte pour la première fois au verdict des urnes. Est-ce d'avoir arpenté sans relâche les brocantes, marchés et fêtes communales au cours du mois écoulé ? Cette Parisienne, fille d'une pharmacienne du Calvados, obtient 34,32 % des voix, contre 24,53 % pour Noé Gauthard, son opposant de la Nupes. Une avance suffisante pour laisser augurer une victoire au second tour, le 19 juin. Mais pas assez pour pavoiser.

Et, suivant la ligne définie par le chef de l'Etat, appelant dimanche

**ÉLISABETH BORNE
A LAISSÉ DE CÔTÉ TOUT
TRIOMPHALISME POUR
APPELER LA MACRONIE ET
SES ALLIÉS AU COMBAT**

ses troupes à « l'humilité » et à « la mobilisation », Elisabeth Borne a laissé de côté tout triomphalisme pour appeler la Macronie et ses alliés au combat. Un combat contre l'abstention et contre « les extrêmes », où s'amalgament dans ses mots l'extrême droite, incarnée par les candidats du Rassemblement national (RN), et la gauche, réunie sous la bannière de la Nupes. Face à ces adversaires, accusés, selon elle, de mettre en danger les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité, « nous ne céderons rien », s'est engagée la première ministre, avant de préciser sur Twitter dans la nuit : « Face à l'extrême droite nous soutiendrons toujours les candidats qui respectent les valeurs républicaines. Notre ligne : ne jamais donner une voix à l'extrême droite. »

Certes, Elisabeth Borne n'a pas levé le poing, comme l'a fait dimanche Jean-Luc Mélenchon, qui a appelé ses troupes à « déferler ». Mais après avoir semblé l'arme au pied face aux attaques de l'oppo-

sition, la première ministre, désormais, riposte. Le sort de son camp est, de fait, incertain. Au-delà de l'avenir de la majorité présidentielle, quinze ministres jouent leur mandat et leur crédibilité. En cas de défaite, ils seront contraints de quitter le gouvernement. Si tous ont été qualifiés pour le second tour, la plupart affronteront des représentants du RN mais aussi de la Nupes, dans des combats à l'issue incertaine.

Ainsi de Clément Beaune, le ministre délégué chargé de l'Europe. Candidat dans la 7^e circonscription de Paris (une partie des 4^e, 11^e et 12^e arrondissements), le proche d'Emmanuel Macron est en ballottage défavorable face à Caroline Mecary, candidate de la Nupes, qui le devance avec 41,40 % des voix (contre 35,81 % pour lui).

L'ancien du Parti socialiste, porte-voix du « camp de la raison » et incarnation de la modération, a eu beau exhumer les tweets au ton enlevé de sa concurrente – « Ferme ta boîte à camembert (...) vous êtes bien un politicard de m... », expliquait-elle notamment à Fabien Roussel, secrétaire national du Parti communiste, le 12 avril – il n'a pas su faire la différence face à l'avocate connue pour sa défense des LGBT. « C'est un duel qui commence », a-t-il reconnu sur RMC, dénonçant la « sortie du projet européen » précisée par Jean-Luc Mélenchon.

« Légitimité » du terrain

A un jet de pierre de là, Stanislas Guerini, délégué général de LRM et ministre de la fonction publique, est aussi en position défavorable avec 32,50 % des suffrages face à Léa Balage El Mariky (Nupes), qui récolte 38,66 % des voix dans la 3^e circonscription de Paris

**AMÉLIE DE MONTCHALIN
EST DANS UNE POSITION
D'AUTANT PLUS DÉLICATE
QU'ELLE POURRAIT AVOIR
DU MAL À DÉCRIRE JÉRÔME
GUEDJ, SON ADVERSAIRE
SOCIALISTE, COMME
UN « EXTRÉMISTE »**

(une partie des 17^e et 18^e arrondissements). « Il n'y a rien de plus beau dans la vie politique que d'aller sur le terrain et d'en tirer une légitimité », a-t-il assuré, se disant « totalement combatif ».

Plus périlleux encore est le sort d'Amélie de Montchalin, qui totalise 31,46 % des voix, loin derrière Jérôme Guedj (38,31 %), candidat de la Nupes dans la 6^e circonscription de l'Essonne. La ministre de la transition écologique, dotée d'un portefeuille essentiel pour le second mandat d'Emmanuel Macron, est dans une position d'autant plus délicate qu'elle pourrait avoir du mal à décrire son adversaire socialiste comme un « extrémiste » menaçant la stabilité du pays.

Enfin, la secrétaire d'Etat chargée de la mer, Justine Benin, est finalement arrivée en tête dans la 2^e circonscription de la Guadeloupe, avec 31,31 % des voix. Mais la représentante du MoDem, allié au chef de l'Etat, doit l'emporter face au candidat divers gauche Christian Baptiste, dans une terre qui s'est massivement prononcée contre Emmanuel Macron à l'élection présidentielle.

L'avenir d'Olivier Dussopt, ministre du travail, arrivé en tête

de sa circonscription en Ardèche, semble, lui, presque assuré. Tout comme celui de Marc Fesneau, ministre de l'agriculture, devançant ses concurrents dans le Loir-et-Cher. Olivier Véran, ministre chargé des relations avec le Parlement, devrait également ne pas craindre son adversaire de la Nupes dans la 1^{re} circonscription de l'Isère.

Darmanin en situation favorable

Dans la 10^e circonscription du Nord, le ministre de l'intérieur, Gérald Darmanin, est aussi en situation favorable et n'a pas eu à pâtir du fiasco de l'organisation de la finale de la Ligue des champions au Stade de France, le 28 mai. Dimanche, le locataire de la Place Beauvau s'est félicité de son « très beau résultat » (39,08 % des voix), semblant peu douter de ses chances face à la candidate de la Nupes, Leslie Mortreux (23,08 %), représentante d'un courant emmené par Jean-Luc Mélenchon, un homme, dit-il, qui « n'aime pas la police mais aime beaucoup les impôts ».

Damien Abad, ministre des solidarités, ancien du parti Les Républicains (LR), n'a pas non plus été pénalisé par les témoignages de deux femmes l'accusant de viol. Dans la 5^e circonscription de l'Ain, il rafle 33,38 % des voix, devançant de dix points la candidate de la Nupes, Florence Pisani (23,54 %). Enfin, dans la 5^e circonscription de Seine-et-Marne, Franck Riester, ministre chargé du commerce extérieur, arrive en tête au premier tour (29,27 %) devant François Lenormand (25,41 %), représentant du Rassemblement national (RN). De quoi faire appel au front républicain ? ■

CLAIRE GATINOIS

La Nupes revendique la victoire mais se prépare à un second tour ardu

Si le pari de placer Mélenchon à Matignon semble compromis, l'alliance de la gauche s'installe tout de même en principale force d'opposition à l'Assemblée nationale

Jean-Luc Mélenchon voulait transformer les élections législatives en troisième tour de la présidentielle. A l'issue de ce premier tour, il peut se targuer d'avoir déstabilisé le jeu. Dimanche 12 juin au soir, la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes) a bousculé le parti présidentiel. Avec 390 candidats qualifiés et une poignée de candidats victorieux dès le premier tour, elle a même devancé la coalition macroniste en engrangeant 26,11 % des suffrages exprimés au niveau national, selon le comptage du Monde. Même si la pente promet d'être raide pour convertir en majorité cette avance du premier tour, les tenants de la Nupes veulent croire que tout reste possible.

C'était le sens du discours de Jean-Luc Mélenchon, entouré dimanche des représentants de l'alliance des gauches : installer la « défaite » d'Emmanuel Macron, faire venir les abstentionnistes et sonner la mobilisation, dimanche 19 juin, dans une élection où désormais, assure-t-il, tout est possible. « La vérité, c'est que le parti présidentiel, au terme du premier tour, est battu et défait. Pour la première fois de la V^e République, un président nouvellement élu ne parvient pas à réunir une majorité à l'élection législative qui suit, a-t-il déclaré. Au vu de ce résultat, et de l'opportunité extraordinaire qu'il présente pour nos vies personnelles et pour le destin de la patrie commune, j'appelle notre peuple à déferler dimanche prochain. »

Sur le papier, comme se sont exprimés de la faire remarquer ses adversaires, le score de la Nupes est semblable au total de la gauche du premier tour des législatives de 2017 (un peu plus de 25 %, en additionnant les scores des partis membres). Mais à la dif-

À LA DIFFÉRENCE DE 2017, COMMUNISTES, « INSOUMIS », ÉCOLOGISTES ET SOCIALISTES ONT CONCLU UN PACTE QUI A FONCTIONNÉ

férence de 2017, les communistes, les « insoumis », les écologistes et les socialistes ont conclu un accord qui, dans sa mécanique la plus élémentaire de pacte de non-agression, a fonctionné. La première mission de la Nupes – faire élire en masse des députés – est en passe d'être remplie.

« La moitié du chemin »

D'autant que les dissidences ont été majoritairement rejetées par les électeurs. C'est déjà beaucoup, à l'heure où la droite voit fondre ses forces, et tandis que le Rassemblement national (RN) progresse. C'est l'autre ombre de ce dimanche, relève l'écologiste Hélène Hardy, « cet arc qui part de Béthune [Pas-de-Calais] et va jusqu'à Hayange [Moselle], où le Rassemblement national progresse ». A Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), l'écologiste Marine Tondelier se qualifie face à Marine Le Pen, mais elle ne l'a pas fait reculer.

Au fil de la soirée, toutefois, des victoires dès le premier tour sont venues ajouter à la satisfaction : Danièle Obono, de La France insoumise (LFI), dans la 17^e circonscription de Paris (une partie des 18^e et 19^e arrondissements), Sarah Legrain (LFI) dans la 16^e circonscription voisine (19^e arrondissement), Sophia Chikirou (LFI) dans la 6^e circonscription (une partie

des 11^e et 20^e arrondissements), mais aussi Alexis Corbière (LFI) à Montreuil (Seine-Saint-Denis).

Sans être élus, d'autres tiennent le haut du pavé dans les duels à venir, comme l'avocate Caroline Mecary (LFI) devant le ministre délégué chargé de l'Europe Clément Beaune dans la 7^e circonscription de Paris (une partie des 4^e, 11^e et 12^e arrondissements). Une position qui vient, dit-elle, « rappeler au président Macron qu'il n'a pas tous les pouvoirs ». C'est aussi le cas pour le socialiste Jérôme Guedj devant la ministre Amélie de Montchalin dans l'Essonne, Manuel Bompard (LFI) fort de 56,04 % à Marseille, Adrien Quatennens (LFI) en tête avec 52,05 % des suffrages à Lille. Tout comme les écologistes Julien Bayou (48,88 %) et Sandrine Rousseau (42,90 %), qualifiés à Paris face à Ensemble!

En terres lepénistes, malgré la progression du RN, la Nupes compte aussi des succès : le communiste Fabien Roussel devance le RN de deux points dans la 20^e circonscription du Nord (34,13 %) ; dans la 16^e circonscription du Nord et la 3^e du Pas-de-Calais, les candidats PCF de la Nupes Alain Bruneel et Jean-Marc Tellier sont au coude à coude derrière ceux du RN, en position de gagner s'il y a barrage républicain. François Ruffin (LFI), dans la région d'Amiens, se qualifie devant la candidate du RN Nathalie Ribeiro-Billet avec 40,09 % des voix. « A la présidentielle, dans ma circo, c'était Le Pen première, Macron deuxième. Ce soir, nous sommes en tête », se félicite-t-il.

Mais au niveau national, pour faire de cette première place autre chose qu'une victoire symbolique, la semaine s'annonce tendue. « C'est un accord électoral qui marche, mais qui n'a pas donné encore tous ses fruits en termes de dynamique. C'est tout l'enjeu de la semaine

à venir », estime l'écologiste David Cormand, qui se félicite néanmoins : « On a quand même réussi à contourner la malédiction de la V^e République. On a réussi à faire la moitié du chemin. L'autre moitié, ce sont les gens qui doivent la faire. »

« Plafond de verre »

A l'annonce des résultats, les représentants de la Nupes se sont agacés des projections en sièges donnant la majorité en tête. « Ces projections n'ont à peu près aucun sens, sinon celui de maintenir une illusion », a estimé Jean-Luc Mélenchon. Côté écologiste, la sénatrice Mélanie Vogel anticipait, dans un tweet, le paradoxe de ces législatives : « Si d'aventure ce soir la Nupes était en tête des votes au niveau national, ou à un niveau très proche de LRM [La République en marche], les Français accepteraient-ils encore longtemps de vivre dans un système non proportionnel qui pourrait quand même donner une majorité absolue à Macron ? »

« C'EST UN ACCORD ÉLECTORAL (...) QUI N'A PAS DONNÉ ENCORE TOUS SES FRUITS EN TERMES DE DYNAMIQUE »

DAVID CORMAND
député européen EELV

Dans une semaine, quelle réserve de voix pour les candidats de gauche au second tour ? Seul un regain de mobilisation, des jeunes, des abstentionnistes, permettrait de contourner le « plafond de verre » installé en faveur de la majorité sortante. « Peut-être que des gens ne se sont pas déplacés parce qu'ils se sont dit que les dés étaient jetés... », estime l'eurodéputée de La France insoumise (LFI) Manon Aubry, pour qui M. Macron « porte une responsabilité énorme dans l'ampleur de l'abstention ». Elle espère que la

question posée aux électeurs, selon elle – « Pour ou contre Macron, un choix de société très limpide » –, permettra de mobiliser « au maximum, notamment chez les plus jeunes ».

Dans les duels, face au RN, Les Républicains ou Ensemble!, le leader de la Nupes a par ailleurs laissé chacun libre : « Chacun, dans sa circonscription, appréciera quel est son devoir, et saura quoi faire de son bulletin », a-t-il lancé. En dépit des seconds tours difficiles qui se profilent, ce score a en tout cas un goût de victoire pour les membres de la Nupes, ne serait-ce que parce qu'il légitime un accord passé parfois en dépit des réticences. Au Parti socialiste, Corinne Narassiguin, numéro deux, l'assume : « C'est la preuve que cette stratégie était la bonne. Nous avons eu raison de nous engager dans cette voie-là, a-t-elle jugé. Maintenant s'ouvre un grand retour des duels gauche-droite. »

JULIE CARRIAT



Le front anti-Mélenchon, principal obstacle pour la gauche unie

Lors du premier tour, l'alliance de gauche a fait jeu égal avec la coalition présidentielle. Mais elle dispose de faibles réserves de voix

Un atout pour le premier tour d'une élection peut devenir une difficulté au second. C'est tout le paradoxe que devront résoudre Jean-Luc Mélenchon et ses partenaires de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes), qui rassemble La France insoumise (LFI), le Parti socialiste (PS), le Parti communiste français (PCF) et Europe Écologie-Les Verts (EELV).

Dimanche 12 juin au soir, l'alliance de gauche a fait jeu égal, en nombre de voix, avec la coalition présidentielle Ensemble! (25,82 % des voix contre 26,11 % pour la Nupes, selon le réétiquetage du Monde). Cependant, ils vont devoir faire face à une situation inédite, à savoir le risque de voir se dresser contre eux une sorte de cordon sanitaire, un « front anti-Mélenchon ».

Le mot d'ordre de la campagne de la Nupes, « Mélenchon premier ministre », a été l'un des moteurs du vote pour les candidats de gauche. Cette personnalisation des

législatives était perçue par beaucoup d'électeurs comme la possibilité de gagner « le troisième tour » de la présidentielle et d'imposer une cohabitation à Emmanuel Macron. Cependant, c'est aussi un argument de taille pour la majorité présidentielle, qui ne cesse d'énumérer les risques que comporterait, selon elle, une telle situation. Une manière pour les macronistes d'obtenir le report des voix de droite en leur faveur pour « faire barrage » à la Nupes, dans les nombreux duels qui les opposent au second tour. Une stratégie qui ressemble trait pour trait à ce qui est mis en place face à l'extrême droite du Rassemblement national (RN).

La première ministre, Elisabeth Borne, ne s'y est pas trompée : dans son allocution juste après la proclamation des résultats, elle a renvoyé dos à dos la Nupes et le RN. Sans les nommer, elle a insisté sur le fait que, « face aux extrêmes », la majorité présidentielle « ne cédera rien », « ni d'un

LE LEADER DE LA NUPES EST SOUVENT PRÉSENTÉ PAR SES ADVERSAIRES COMME UN ANTI-EUROPEEN, ADMIRATEUR DE POUTINE ET DE CHAVEZ

côté ni de l'autre ». Et d'énumérer une série de thèmes qui sont autant de piques adressées à la gauche et aux écologistes.

Mais plus particulièrement à Jean-Luc Mélenchon, souvent présenté par ses adversaires comme un anti-européen, admirateur du président russe, Vladimir Poutine, et de l'ancien chef d'Etat vénézuélien Hugo Chavez : « La souveraineté nationale, ce n'est pas la rupture avec l'Europe, la fascination pour les régimes autoritaires et l'alignement sur la

Russie, mais bien une nation forte au sein d'une Europe plus indépendante. » Elle ajoute : « La République, ce n'est pas la remise en cause de nos institutions et l'insulte contre nos forces de l'ordre. » Une référence aux déclarations de M. Mélenchon, qui avait tweeté « la police tue » après la mort de la passagère d'une voiture dont le conducteur avait refusé d'obtempérer à un contrôle.

Travail de fourmi

Dans le même sens, La République en marche (LRM) n'a pas souhaité donner une consigne générale de vote en cas de duel entre la Nupes et le RN. Un fait inédit, qui montre bien que la stratégie d'entre-deux-tours face aux candidats de l'alliance de gauche est leur diabolisation et leur assimilation à l'extrême droite. « C'est le front républicain, contre les extrêmes », s'est justifié le parti présidentiel, qui privilégiera donc le « cas par cas ». Pour répondre à cette offensive, la Nupes n'a pas

beaucoup de marge de manœuvre. D'abord, parce qu'elle dispose de faibles réserves de voix. C'est le prix de l'union dès le premier tour : pouvoir faire immédiatement le plein des suffrages, mais empêcher une dynamique de rassemblement entre les deux tours. Les candidats Nupes doivent donc se tourner vers les nombreux abstentionnistes du 12 juin. Un travail de fourmi, extrêmement difficile à mener en moins d'une semaine.

Lors de sa prise de parole, dimanche soir, M. Mélenchon a voulu s'adresser à eux. Se plaçant au-dessus des étiquettes et des partis, il a esquissé la naissance d'un large front anti-Macron : « J'appelle notre peuple, au vu de ces résultats et de l'opportunité extraordinaire qu'elle présente pour nos vies personnelles et pour le destin de la patrie commune, à déferler dimanche prochain [19 juin], pour rejeter définitivement les projets funestes de la majorité de M. Macron. »

L'autre atout de Jean-Luc Mélenchon contre la stratégie de diabolisation réside dans le profil de ses alliés. Certains candidats socialistes ou écologistes estampillés Nupes sont ainsi très loin d'être des radicaux. Par ailleurs, les sortants PS ou PCF (EELV n'en a pas) sont souvent connus des électeurs. Les accusations d'extrémisme ont, dans ces cas-là, une portée bien moindre.

Une chose est sûre : dans la semaine qui les sépare du second tour, les candidats de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale continueront de taper sur le même clou, celui de la revanche à prendre sur la présidentielle et la non-qualification de Jean-Luc Mélenchon. Ils espèrent que le résultat du 12 juin peut laisser entrevoir la possibilité, même ténue, d'une victoire. La tâche s'annonce ardue : selon les projections en sièges, les députés de la Nupes seraient entre 150 et 190 dans la nouvelle Assemblée. ■

ABEL MESTRE

Manuel Bompard, candidat Nupes dans la 4^e circonscription des Bouches-du-Rhône, à Marseille, dimanche 12 juin. PATRICK GHERDOUSI / DIVERGENCE POUR LE MONDE



Jean-Luc Mélenchon s'exprime au siège de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale, à Paris, le 12 juin. JULIEN DANIEL/MYOP POUR « LE MONDE »

L'écoféministe Sandrine Rousseau en voie d'être élue

L'écologiste est en bonne position pour inaugurer son premier mandat de députée, avec 42,90 % dans la 9^e circonscription de Paris

C'est avec une vigueur prononcée dont elle est coutumière, et avec un verre de vin blanc à la main, que Sandrine Rousseau a fait part « de [son] grand plaisir » d'être qualifiée pour le second tour des élections législatives. Avec 42,90 % des voix réunies au premier tour, la candidate écologiste de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes) possède une chance raisonnable de devenir députée de la 9^e circonscription de Paris (une partie du 13^e arrondissement), à l'issue du second tour, dimanche 19 juin.

Elle devance, avec une marge confortable, le candidat Ensemble I et député sortant, Buon Tan, crédité de 26,77 % des voix. L'écoféministe voit poindre son tout premier mandat de députée. « J'aborde le second tour de manière assez sereine. Tout ce que j'ai ressenti sur le terrain durant ma campagne, je le retrouve dans ce résultat : avec la Nupes, on a une chance de renverser la table. »

Un enjeu de taille

La Nupes, Sandrine Rousseau la prononce « Nupsse ». Et elle se veut l'une des incarnations de cette nouvelle alliance « tellement inattendue qu'elle crée un immense espoir », selon ses mots. Le dispositif collectif de la campagne a fonctionné. Malgré quelques hésitations au tout début chez les militants de La France insoumise (LFI). « Ce qui l'a emporté, raconte Daniel Schapira, militant trotskiste rallié à LFI, c'est cette phrase de Jean-Luc Mélenchon : "Il faut jeter la rancune à la rivière." » C'est le Parti communiste qui lui a prêté son local de campagne. Julien Landureau, porte-parole de la campagne et militant LFI, a appelé la candidate : « On s'est vus avec Sandrine, que je ne connaissais

« J'ABORDE LE SECOND TOUR DE MANIÈRE ASSEZ SEREINE. AVEC LA NUPES, ON A UNE CHANCE DE RENSER LA TABLE »

SANDRINE ROUSSEAU
candidate EELV-Nupes à Paris

pas. Et on s'est mis à bosser ensemble de suite. Depuis, j'ai zéro doute sur sa victoire. » Même si elle affirme que « la vie ne se joue pas sur le gain d'une circonscription », l'enjeu est de taille pour l'écoféministe, désignée révélation de l'année 2021, et qui veut s'inscrire durablement dans le paysage politique.

C'est la confirmation du retour de celle qui avait quitté son parti, Europe Ecologie-Les Verts, et la vie politique en 2017, après avoir dénoncé les violences sexuelles de l'ancien député écologiste Denis Baupin qu'elle avait subies : « En fait, cela fait un an et demi que je suis en campagne. Sans avoir pris de vacances. » Depuis qu'elle a décidé de participer à la primaire écologiste. Personne ne la connaissait. En septembre 2021, elle crée la surprise en échouant sur le fil face à Yannick Jadot - 48,97 % contre 51,03 %. Un score étonnant qui miniera toute la campagne de l'eurodéputé. Jamais d'accord avec la stratégie, en butte avec la personnalité du candidat investi, elle finira par se faire exclure de l'équipe de campagne, le 3 mars.

Depuis un mois, elle se bat, enfin, pour elle-même. Lilloise, elle a déménagé dans une grande tour de la dalle des Olympiades, en plein quartier chinois. Elle décrit une campagne « dense, mais enthousias-

mante ». Même si le compostage, les punaises de lit, l'économie circulaire de proximité et des réunions publiques de cinquante personnes ont remplacé les meetings et les débats sur les chaînes d'info qui ponctuaient la campagne de la primaire.

Même si son adversaire n'est plus Yannick Jadot, écologiste de premier plan, mais Buon Tan, qui n'a pas forcément brillé par ses interventions à l'Assemblée nationale depuis 2017, mais revendique un solide ancrage local. Lors de la dernière semaine de campagne, il croyait « fortement » en ses « chances » et n'hésitait pas à taquiner son adversaire : « Ici, nous sommes très accueillants. Je me propose de lui faire visiter la circonscription. Je connais tout le monde ici. En fait, je tutoie tout le monde. Sauf elle. Je ne la connais pas. »

Embrouillamini

Pour Sandrine Rousseau, c'est un retour à la pratique basique de la politique. Quinze kilomètres en moyenne par jour dans les rues du 13^e arrondissement. À écumer les associations, à taper à « 6 000 portes » environ, à alpaguer les passants en articulant « Nupsse, nupsse, nupsse ». Heureusement, le label « vu à la télé » fonctionne à plein. « Qui ne reconnaît pas votre sourire ? », lui demande une passante, à trois

QUINZE KILOMÈTRES EN MOYENNE PAR JOUR DANS LES RUES DU 13^e ARRONDISSEMENT. À ÉCUMER LES ASSOCIATIONS, À TAPER À « 6 000 PORTES »

jours du scrutin. Mais elle peut cliquer toujours autant. « Je sais que vous êtes un monstre absolu !, l'alpague Jean, 73 ans, Normand à l'esprit plutôt tranché. J'entends dire que vous êtes un peu islamogauchiste. Et votre combat pour l'écriture inclusive me sort par les yeux. Mais on est quand même d'accord sur un point. Emmanuel Macron est un monstre de narcissisme et de cynisme. »

Mais la campagne s'est déroulée sans grande polémique. Même si une campagne n'est jamais de tout repos avec Sandrine Rousseau. Fin avril, son investiture a disparu quelques heures pendant les négociations qui ont présidé à la naissance de la Nupes. Un embrouillamini qui souligne, selon elle, une éternelle défiance de la direction du parti écologiste à son égard : « Ça m'a boostée encore plus. » Yannick Jadot n'avait pas prévu de venir lui apporter un soutien médiatique. En revanche, elle a reçu la visite de Jean-Luc Mélenchon pour une manifestation devant l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

Il y eut l'irruption, ensuite, d'un adversaire du même nom. Sandrine Rousseau, candidate pour le mouvement de la ruralité, qui a semé la confusion et pouvait présenter l'inconvénient d'une déperdition de voix pour la Sandrine Rousseau écologiste. Jeudi 9 juin, elle apprenait enfin qu'un individu proche de l'ultradroite était jugé en comparution immédiate au tribunal de Nanterre. Sur un message privé envoyé sur Twitter, il lui proposait de l'égorger. Elle ne paraissait pas trop perturbée, elle a l'habitude. Lundi 13 juin, dès 8 h 15, elle a prévu de traquer devant une école primaire. « Je veux qu'il n'y ait aucun temps mort d'ici à la fin de la campagne. » ■

LAURENT TELO

Soirée très morose pour les candidats dissidents du PS

Ils seront une quinzaine, sur soixante-dix investis, à être présents au second tour

C'est une soirée mitigée pour les dissidents socialistes, qui avaient décidé de ne pas se présenter sous la bannière de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes). Ce n'est pas un échec cuisant : ils seront une petite quinzaine, sur soixante-dix investis, à être présents au second tour des élections législatives. Essentiellement en outre-mer et dans des circonscriptions rurales. Ce n'est pas un triomphe du tout. Il y a des échecs inattendus : Xavier Perrin en Loire-Atlantique, Laurent Ughetto en Ardèche, Fatima Belaredj à Montpellier... Hormis Olivier Falorni en Charente-Maritime, célèbre pour avoir fait tomber Ségolène Royal en 2012, il n'y a pas beaucoup de têtes d'affiche parmi les finalistes. Laurent Panifoux est qualifié dans l'Ariège, Bertrand Petit dans le Pas-de-Calais, Benjamin Saint-Huile dans le Nord... David Habib devrait être élu dans les Pyrénées-Atlantiques - Ensemble!, le parti de la majorité présidentielle, ne présentait pas de candidat contre lui.

« Une opposition résolue »

Pour Patrick Mennucci, membre du courant minoritaire du Parti socialiste (PS), Debout socialiste, qui a refusé et voté contre l'alliance de la gauche derrière Jean-Luc Mélenchon, « le résultat des dissidents socialistes lors de ce premier tour est très intéressant. Il montre que, si le PS avait mené son jeu hors de la Nupes, il aurait eu au moins autant de députés, et peut-être plus d'électeurs, ceux qui ne pouvaient pas se résoudre à voter "insoumis". Tout cela, sans être dans les mains de LFI ».

Carole Delga, présidente de la région d'Occitanie, qui avait pris la tête de la rébellion contre l'accord signé par la direction du PS avec La France insoumise (LFI), a réagi

EST-CE QU'OLIVIER FAURE VA EXCLURE, COMME LE PRÉVOIENT LES STATUTS DU PARTI, CES DÉPUTÉS ÉLUS ?

dès l'annonce des premiers résultats : « Dimanche, il faut impérativement faire barrage aux candidats d'extrême droite en votant pour le candidat le mieux placé, quelle que soit son étiquette. » Le soir du premier tour de l'élection présidentielle, elle s'était exprimée très durement à l'encontre de Jean-Luc Mélenchon, à qui elle reproche, entre autres, son « communautarisme ». Elle avait été tout aussi cinglante vis-à-vis de la direction du PS, qu'elle avait accusée de signer un accord de « tripartitisme » au risque de « brader » les « valeurs fondamentales » du PS. Elle avait alors rassemblé le mouvement dissident.

Elle s'est quelque peu adoucie, à l'issue de ce premier tour : « J'appelle clairement à voter pour les candidats de gauche contre la droite. Face aux projets injustes du président de la République, notamment en matière de retraites, de fiscalité et d'égalité des chances, il faut une opposition résolue, et dans le même temps bâtir un nouveau projet de gauche républicaine, européenne et écologiste, sérieux et crédible. » Reste à connaître le sort de ces dissidents. Est-ce qu'Olivier Faure, premier secrétaire du PS, va exclure, comme le prévoient les statuts du parti, ces députés élus, mais dont il pourrait avoir besoin, à terme, dans l'Hémicycle ? Tout dépendra du résultat de la Nupes, dimanche 19 juin. ■

L.T.

Malgré une campagne discrète, le RN va réaliser une percée historique

Marine Le Pen peut espérer présider un groupe de députés à l'Assemblée. Une rupture inédite depuis 1986 qui prouve l'ancrage du parti d'extrême droite

Au Rassemblement national (RN), il n'y a pas de petite victoire. Marine Le Pen avait le sourire franc, dimanche 12 juin au soir, en se projetant depuis Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais) à la tête d'un « groupe national très important comme jamais » à l'Assemblée nationale. Peu important les déceptions ou le succès en demi-teinte, dont son propre sort faisait figure de symbole. Contrairement à ce que l'état-major lepéniste tenait pour acquis, la finaliste à la présidentielle n'a pas été réélue députée du Pas-de-Calais dès le premier tour. Malgré son score de 53,96 % des voix, elle a pâti de l'abstention record et fera face à la candidate de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes) au second tour, Marine Tondelier (23,43 %).

D'année en année, le parti national-populiste poursuit son ancrage dans le pays, avec 18,67 % des suffrages exprimés dimanche. C'est près de six points de plus et 1,2 million de bulletins supplémentaires par rapport au premier tour des législatives de 2017 (13,2 %). Victime de la désaffection des électeurs pour ce scrutin et de ses propres erreurs stratégiques, le RN n'apparaît toutefois qu'en troisième position, derrière la Nupes (26,11 %, selon le comptage du Monde) et la coalition présidentielle Ensemble! (25,82 %). Dimanche, les cadres peinaient à justifier l'absence de dynamique d'une campagne sans alliance avec le parti d'Eric Zemmour (4,25 %).

Future délégation étriquée

Selon les projections d'Ipsos-Sopra Steria, Marine Le Pen peut espérer décrocher de 20 à 45 sièges dans la nouvelle Assemblée. Une donnée à manier avec précaution : en juin 2017, le Front national se voyait promettre entre un et cinq sièges, il en avait finalement obtenu huit. Quoi qu'il en soit, la future délégation RN s'annonce étriquée comparée à celles

qui s'esquissent pour Ensemble! (entre 255 et 295 sièges), la Nupes (entre 150 et 190) ou même le parti Les Républicains (LR, entre 50 et 80). Marine Le Pen ne touche plus du doigt l'ambition timidement formulée d'obtenir entre 60 et 150 sièges. Dimanche, elle a renoué avec sa prudence en caressant la possibilité d'obtenir « des dizaines de députés ».

Mais, en privé, son entourage croit aux « sièges cachés ». Les candidats RN participeront à 208 seconds tours contre 120 en 2017 : 61 en duel avec la Nupes, 106 avec LRM, 25 avec LR, 11 autres duels. Ils seront présents dans cinq triangulaires avec la Nupes et La République en marche (Florence Joubert en Dordogne, Hélène Laporte et Sébastien Delbosq dans le Lot-et-Garonne, Julien Guibert dans la Nièvre, Julien Bacou dans le Tarn) contre une seule en 2017.

Les députés Sébastien Chenu (44,36 %) dans le Nord et Bruno Bilde (41,82 %) dans le Pas-de-Calais affronteront la Nupes ; Jean-Philippe Tanguy (32,45 %) dans la Somme, Caroline Parmentier (30,79 %) dans le Pas-de-Calais, et Philippe Ballard (34,92 %) dans l'Oise se frotteront au parti présidentiel. « Les projections sont bidoines, le RN fera une grosse surprise en sièges », veut croire M. Tanguy, qui mise sur le réveil d'« une droite populaire » face à la gauche. « On sera largement au-delà de la petite prévision », abonde Gilles Pennelle, responsable du RN à la mobilisation et membre du bureau national du parti, en énumé-

rant les départements aux cartons pleins : 12 candidats RN qualifiés sur 12 dans le Pas-de-Calais, 5 sur 5 dans le Vaucluse, 4 sur 4 dans les Pyrénées-Orientales, 8 sur 8 dans le Var...

Dans les seconds tours opposant Ensemble! et la Nupes, Marine Le Pen a appelé ses partisans « à ne pas choisir entre les destructeurs d'en haut et les destructeurs d'en bas », quand bien même les dirigeants du RN ont traité tout au long de la campagne Jean-Luc Mélenchon en ennemi de la République. En miroir, le parti présidentiel a indiqué qu'il donnerait ses consignes de vote « au cas par cas » dans les duels RN-Nupes.

Candidats novices ou impréparés

Première opposante d'Emmanuel Macron jusqu'au 24 avril, Marine Le Pen a vu lui échapper le bénéfice de son marathon présidentiel au profit du leader des « insoumis ». La championne du RN s'est résignée à la logique du « fait majoritaire » qui donnerait d'emblée au chef de l'Etat une majorité pour gouverner. C'était obérer le scénario d'une cohabitation, certes peu probable, comme celui d'une majorité relative contraignant Emmanuel Macron aux alliances. Focalisée sur la Nupes, qu'elle fustigeait comme une « coalition burkini », elle en a oublié qu'une « majorité bikini » pouvait handicaper le pouvoir, selon le mot des frontistes du temps où Chirac se débattait avec une majorité étroite. Dimanche, elle a intimé à ses électeurs de ne pas laisser Emmanuel Macron faire « ce qu'il veut comme il veut », après avoir critiqué « un système électoral sclérosé et antidémocratique » qu'elle dit « à bout de souffle ».

Ce n'est que dans les dernières semaines que Marine Le Pen a fait résonner cette diatribe contre un mode de scrutin jugé « inique » pour réclamer la dose de proportionnelle que le Front national défend depuis ses origines. Son fondateur, Jean-Marie Le Pen, s'était illustré, lors de la première séance

parlementaire d'avril 1986, par sa défense du scrutin proportionnel comme le moyen de rendre au Parlement « les prérogatives qu'il a malheureusement, sous l'empire du fait majoritaire, consenti à abdiquer ». Théâtral, le leader de l'extrême droite accusait Jacques Chirac d'avoir frappé les élus FN « d'une espèce d'apartheid politique » : « Comme si vous pensiez que nous puissions transmettre le sida ! » Dimanche 12 juin, le procès en marginalisation n'était plus au cœur de la rhétorique du parti lepéniste qui, selon l'ex-député Gilbert Collard, a désormais sa place « dans les salons médiatiques, où le RN veut prendre le thé en caressant les chats ».

Marine Le Pen détenait, avec plus de 13 millions de voix à l'élection présidentielle, le potentiel pour imposer une représentation massive à l'Assemblée, à tel point que des candidats RN regrettaient un pessimisme en interne contrastant avec les gains électoraux. En réalité, le parti se heurte toujours au problème du vivier de candidats, nombreux sur la ligne de dé-

part – 567 investis – mais novices ou impréparés. Nul ne s'est étonné d'une campagne entachée par des débats désastreux sur France 3, dans les Vosges, dans la Côte-d'Or ou le Territoire de Belfort, donnant à voir des candidates RN démunies sur les services publics au point d'en perdre la parole.

Malgré tout, Marine Le Pen a le sourire : elle affiche de solides chances de présider un groupe d'au moins quinze députés. Suffisant pour s'enorgueillir d'une rupture historique. Il s'agirait bien d'une première sous la V^e République depuis la législature de 1986-1988, qui avait vu



Ci-dessus, Marine Le Pen, à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), le 12 juin.

CYRIL BITTON/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »
A droite, Eric Zemmour à Cogolin (Var), le 12 juin.

OLIVIER MONGE/MYOP POUR « LE MONDE »



Autour d'Eric Zemmour, la déception après la défaite

Le candidat d'extrême droite n'est pas parvenu à se qualifier pour le second tour dans le Var, tout comme l'ensemble de ses candidats

COGOLIN (VAR) - envoyée spéciale

Le rendez-vous avait été donné sur une jolie place ombragée du village de Cogolin, sur les hauteurs de Saint-Tropez (Var), dans un restaurant opportunément baptisé « Chez Nous ». C'est là que les militants Reconquête! ont appris la défaite de leur candidat, Eric Zemmour, dimanche 12 juin, dans une ambiance de fin de kermesse.

Un peu avant 20 heures, en attendant les résultats, une centaine de « fans » s'étaient agglutinés devant l'établissement, entamant les bouteilles de rosé et refusant de croire aux rumeurs de défaite. Des familles, des retraités, et des très jeunes qui se cherchent dans la petite foule en criant « Gen Z! » (Génération Z). La claque a d'abord été nationale : 4,25 % sur l'ensemble du territoire, les chiffres s'affi-

chent en gros sur l'écran de télévision branché sur CNews pour l'occasion. Sur la place, autour de la fontaine, on a d'abord entendu des cris : « Mais ils sont fous, les gens ! », « Qu'est-ce qu'ils veulent ? Qu'on nous mette tous le voile ! », « Moi, je me casse ! »

Restait pour certains l'espoir de voir leur héraut entrer à l'Assemblée, dans une circonscription qui lui avait accordé dans certaines villes un score trois fois plus élevé qu'à l'échelle nationale lors du premier tour de la présidentielle, le 10 avril. Mais une heure plus tard, le verdict tombe : là non plus, la greffe n'a pas pris, comme pour l'ensemble des candidats de Reconquête! aux législatives. C'est le maire de Cogolin qui annonce l'élimination de leur poulain à des militants encore incrédules. Le même maire qui hébergeait jusqu'ici le candidat sur la com-

mune. En troisième position, avec 23,19 % des suffrages, le candidat d'extrême droite ne réunit pas 12,5 % des inscrits sur son nom, seuil minimal pour pouvoir se qualifier. Il se retrouve donc distancé par la macroniste Sereine Mauborgne (28,51 %) et le prétendant du Rassemblement national (RN) Philippe Lottiaux, qui récolte 24,74 % des voix.

Un électeur en chemise beige se retourne vers ses proches : « Je ne sais pas quoi leur dire aux journalistes, on est sur le cul, voilà. » « C'est pas possible », s'énerve Stéphane, employé de 51 ans sur la rade toulonnaise. Il montre ses filles, deux jeunes femmes éplorées sur un banc. « C'est pour elles que je fais ça. Les gens sont devenus des veaux, ils ne veulent plus travailler, ils veulent seulement profiter, profiter, profiter. » Il fustige « la start-up nation » qui ne vend « que du vent »,

perdant « peu à peu son autonomie industrielle ».

Des habitants ferment leurs volets. Des jeunes regardent la scène par la fenêtre en faisant « non » de la tête. « Tout autour, des gens en turban vont fêter ça », s'énerve Gisèle, 64 ans. Elle assure avoir passé les dernières années de sa vie professionnelle à marcher 19 kilomètres pour se rendre à l'usine où elle travaillait de nuit. Des militants tentent de la calmer. « Attention aux insultes, les caméras enregistrent tout, et les journalistes adorent ça ! »

Recherche de coupables

Partout, on cherche les coupables. Un bruit court que seulement 800 petites voix séparent le polémiste de son rival bleu marine, Philippe Lottiaux. Eric Zemmour lui-même, dans son discours de défaite livré sous les platanes, l'a

dit : si tout le Var avait voté comme Cogolin, il serait sûrement bientôt député. Marie-Hélène, hors d'elle, pense que la faute revient « aux gens qui ont vu le beau temps et qui sont allés à la plage ».

Franck Papillon, qui représente le parti sur la côte, en veut, lui, « à la jeunesse dorée tropézienne, ces fils de bourgeois qui ne sont pas venus voter ». « Qu'ils votent pour qui ils veulent, mais qu'ils viennent voter, mince ! », s'énerve ce promoteur immobilier qui assure n'avoir vu « que des vieux, et parfois même des handicapés » se déplacer aux urnes. L'ancien sarkozyste a été conquis par le « personnage » d'Eric Zemmour : un homme « brillant, galvanisant » : « Ceux qui sont dans leur confort et qui ne votent pas, ils n'ont pas à venir se plaindre après. » D'autres déclarent responsable le Haut-Var, cet arrière-pays loin de la côte qui a

préféré le RN à Reconquête! « C'est un département boiteux et disparate, et on paye les frais de ce découpage pas très naturel », estime Laëtitia, une militante de 50 ans.

L'installation pour la sono semble disproportionnée. Le discours de défaite fut digne, mais bref. Les militants un peu sonnés finissent les plateaux de fromage en espérant que leur candidat ressorte du restaurant où il s'est réfugié. Ils scandent des « Hip, hip, hip, hurra ! ». Rien. A l'intérieur, la compagne du responsable de Reconquête! tente de le consoler. Dehors, un enfant pleure, des jeunes femmes échangent leurs numéros et promettent de se revoir. Un adolescent « Gen Z » se blottit dans les bras de sa mère. Laëtitia, elle, tente de rester positive : « Quoi qu'il arrive, nous sommes là pour rester. » ■

SOFIA FISCHER



Marine Le Pen ne cache pas sa satisfaction

La députée sortante du Pas-de-Calais améliore de huit points son résultat de 2017

HÉNIN-BEAUMONT (PAS-DE-CALAIS)
- envoyé spécial

Ce n'est pas un triomphe, mais enfin, elle est contente. «Le Rassemblement national [RN] est ce soir le premier parti de France, c'est une évidence factuelle, a glissé dimanche 12 juin Marine Le Pen, tout sourire, à Hénin-Beaumont, dans sa circonscription du Pas-de-Calais. Il y a beaucoup, beaucoup de circonscriptions où on est qualifié, c'est donc un très bon résultat.» Elle-même n'a pas été réélue au premier tour, malgré ses 53,96% - elle n'a obtenu que 22,53% des inscrits, il en fallait 25% pour être élue. «C'est un problème de mobilisation, je le dis depuis le début», a insisté l'ancienne présidente du RN, qui améliore cependant de huit points son résultat de 2017, et a même décroché 63% des voix dans la commune d'Hénin-Beaumont, «c'est un grand sujet de réjouissance».

Une petite centaine de militants sont venus écouter la patronne, en picorant des chips devant le foyer Guy-Môquet, loué pour l'occasion. Pas de flonflons : les journalistes sont installés dans l'atelier couture d'une association du troisième âge ; on a aligné, sur le terrain de boules, 80 chaises habillées de blanc qui donnent une curieuse impression de cérémonie de mariage, et Marine Le Pen a lu une déclaration de quatre minutes et dix-neuf secondes avant de se fondre brièvement dans la petite foule de ses admirateurs. Le message est bref et sans fioritures : mobilisons-nous, la bataille n'est pas finie, il s'agit de battre les macronistes et les mélenchonistes.

«Dans les circonscriptions qui voient au second tour un duel entre La République en marche et la Nupes [Nouvelle Union populaire écologique et sociale], a déclaré Marine Le Pen, j'invite les électeurs à ne pas choisir entre les destructeurs d'en haut et les destructeurs d'en bas» - la formule avait été rodée dans les réunions publiques la semaine dernière. «A ne pas choisir, entre ceux qui veulent vous priver de vos droits, et ceux qui veulent vous priver de vos biens. La France n'est ni une salle de marché ni une ZAD.» Eric Zemmour avait été plus inventif, le 7 mai, en renvoyant dos à dos «les nageuses en burkini et les zadistes en poncho».

A Hénin-Beaumont, les militants sont certes un peu déçus. Sans doute parce que Marine Le Pen n'a pas été réélue au premier tour, mais surtout parce qu'elle est passée si vite, une heure et demie à peine, à causer avec la presse, et sans un minimum de fête, sans tambour ni trompette pour marquer le coup. «On ne va

«L'ABSTENTION NUIT AU RN PLUS QU'À TOUS LES AUTRES, ET POURTANT ON FAIT DE TRÈS BONS RÉSULTATS»

MARINE LE PEN

rien fêter du tout, tranche d'ailleurs Steeve Briois, le maire de la ville et suppléant de Marine Le Pen. On va encore attendre les résultats cette nuit, et on va préparer les documents de campagne pour le second tour, surtout. Donc ça ne sera pas une fête, ça sera surtout atelier reprographie et mise en page, ça va être ça.»

Marine Le Pen est tout aussi absorbée par la campagne, elle distribue les sourires et les photos

mais s'éclaire chaque fois que tombe un nouveau résultat. «J'ai eu Louis tout à l'heure, se réjouit la députée, on est qualifiés dans les quatre circonscriptions.» Les quatre circonscriptions des Pyrénées-Orientales, et c'est la première fois, sur les terres de Louis Aliot, le maire RN de Perpignan.

Sourires et photos

«L'abstention nuit au Rassemblement national plus qu'à tous les autres, et pourtant on fait de très bons résultats», se félicite Marine Le Pen, qui se dit certaine d'avoir un groupe à l'Assemblée nationale, que d'ailleurs elle présidera. Elle ne se risque pas à parier sur le nombre de députés, «je ne vois pas comment ils peuvent faire des projections en sièges, je vous le dis franchement. On a appris ce soir qu'il y a des circonscriptions qui sont par exemple beaucoup plus

positives que ce qu'on n'avait jamais pu imaginer».

Elle ne se faisait guère d'illusions sur les chances d'avoir un énorme groupe de députés, et assure qu'elle n'est pas déçue. «Nous avons expliqué par A plus B pourquoi le système électoral était dysfonctionnel puisqu'il ne permet pas une représentation exacte, dit-elle. Mais malgré cela, nous pou-

vons faire monter le plus grand groupe de députés patriotes de l'histoire de France et je ne peux évidemment que m'en réjouir.»

Et puis, elle a quelques motifs très personnels de satisfaction. En descendant de la tribune, elle n'a pas pu s'empêcher d'ajouter en rigolant hors micro, «et Jean-Luc Mélenchon ne sera pas premier ministre...» Quant à l'échec d'Eric Zemmour, c'est une très discrète mais intense satisfaction chez les cadres du RN. Philippe Olivier, le proche conseiller de Marine Le Pen, se charge à la fois de l'enterrement et de l'épitaphe. «C'était écrit. Ces erreurs de Zemmour, on les a faites avant lui. Mais lui, il pense qu'il a raison contre les gens. On voit le résultat. On ne peut pas faire campagne en tongs et en short, et dire "élisez-moi", ça ne marche pas comme ça.»

FRANCK JOHANNÈS

L'ÉCHEC D'ÉRIC ZEMMOUR EST UNE TRÈS DISCRÈTE MAIS INTENSE SATISFACTION CHEZ LES CADRES DU RASSEMBLEMENT NATIONAL

OPTIMISTES POUR CHANGER LA DONNE



«Notre ambition? Aider les villes à rendre plus vert leur mix énergétique. Avant, la ville de Braunschweig se chauffait essentiellement au charbon. Aujourd'hui, on l'accompagne dans sa transformation vers des énergies plus renouvelables et bas carbone, pour une ville plus propre.»

Viktor, Coordinateur de projet, sur le site de BS|ENERGY, en Allemagne.

La transformation écologique, c'est notre raison d'être.



* Retrouvez nos actions en détail : www.veolia.com/transition-energie-verte.
** Nous sommes des Ressources. Crédit photo : Martin Colombet - FishEye. L'énergie est notre avenir. Economisons-la!
VEOLIA ENVIRONNEMENT SA - Capital social : 3 502 858 580 euros - RCS Paris n° 403 210 032 - 21, rue la Boétie, 75008 Paris.

#weare
RESOURCES

Ressourcer le monde

VEOLIA

entrer au Palais-Bourbon 35 députés d'extrême droite menés par Jean-Marie Le Pen. A l'époque, la vague frontiste était survenue avec la proportionnelle intégrale, avant de refluer aux élections de 1988 au scrutin majoritaire. De même sous la IV^e République, en janvier 1956, lorsque les législatives à la proportionnelle avaient offert aux poujadistes - et ce, malgré la prime majoritaire - un groupe de 52 députés d'extrême droite, dont Jean-Marie Le Pen.

Le mode de scrutin majoritaire n'est aujourd'hui plus un obstacle à l'expression électorale de l'extrême droite, confortée comme l'un des trois blocs politiques du pays, selon les enquêtes successives d'Ipsos-Sopra Steria pour *Le Monde*. Au total, les forces nationalistes pèsent plus de 22% des voix cumulées entre le RN et Reconquête!, deux partis non alliés, mais que Jordan Bardella, probable futur président du RN, aspire à réconcilier.

Eric Zemmour a d'ailleurs montré qu'il aura du mal à survivre seul. L'ensemble de ses 551 candidats - Stanislas Rigault dans le Vaucluse, Guillaume Peltier dans le Loir-et-Cher, Damien Rieu dans les Alpes-Maritimes... - ont été éliminés au premier tour. Dans le Var, le polémiste d'extrême droite lui-même a dû s'effacer derrière un duel LRM-RN. Cette deuxième bérézina électorale a fait le bonheur des proches de Marine Le Pen : il n'y a pas de petite victoire. ■

IVANNE TRIPPENBACH

Ballottage favorable pour Dupont-Aignan

Le président de Debout la France (DLF), le souverainiste et eurosceptique Nicolas Dupont-Aignan, a réuni 33,34% des voix au premier tour des législatives, terminant en tête dans son fief de la 8^e circonscription de l'Essonne. L'ancien maire de Yerres (Essonne) affrontera, en ballottage favorable, la candidate de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes), Emilie Chazette-Guillet (30,50%), au second tour, dimanche 19 juin, pour tenter de conserver son mandat de député. Pour sa troisième candidature à l'élection présidentielle, M. Dupont-Aignan avait réuni 2,06% des voix au premier tour, dimanche 10 avril, et donc divisé par plus de deux son score de 2017 (4,7%).

Menacé de disparition, LR existe encore

La droite a recueilli 11,30 % des voix et espère devenir un arbitre en étant le troisième groupe à l'Assemblée

C'est peut-être le scrutin le plus important de l'histoire du parti Les Républicains (LR). Après sa défaite cinglante à l'élection présidentielle, lors de laquelle sa candidate, Valérie Pécresse, a obtenu 4,78 % des voix et n'a donc pas réussi à se faire rembourser ses frais de campagne par l'Etat, la droite joue sa survie lors de ces législatives. Pour continuer à exister et à avoir un certain poids sur l'échiquier politique français, LR se doit de garder un groupe important à l'Assemblée nationale. Car s'il était à l'agonie depuis plusieurs années, essayant de se faire rembourser ses frais de campagne par l'Etat, la droite joue sa survie lors de ces législatives. Pour continuer à exister et à avoir un certain poids sur l'échiquier politique français, LR se doit de garder un groupe important à l'Assemblée nationale. Car s'il était à l'agonie depuis plusieurs années, essayant de se faire rembourser ses frais de campagne par l'Etat, la droite joue sa survie lors de ces législatives.

Rachida Dati, surprise face au résultat d'Eric Zemmour, et Christophe Castaner, dimanche 12 juin, sur le plateau de France Télévisions.

BRUNO LEVY/
DIVERGENCE
POUR « LE MONDE »



Dimanche 12 juin, la formation, dont les cadres avaient beau clamer qu'ils allaient créer la surprise malgré leur évidente inquiétude, a pu souffler. Même s'il est très affaibli, leur parti existe encore. Au premier tour du scrutin législatif, LR et ses alliés, notamment l'UDI, ont réuni 11,30 % des suffrages (13,17 % en y agrégeant les candidats divers droite), limitant la casse. Sans surprise, la droite est la quatrième force politique du pays en suffrages exprimés, derrière les trois blocs constitués autour de la majorité sortante d'Emmanuel Macron d'une part, de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes), sous l'égide de Jean-Luc Mélenchon, et du Rassemblement national (RN) de Marine Le Pen.

Ils étaient 87 candidats de droite, dimanche, à réussir à se qualifier au second tour, parmi lesquels 56 sortants. Ce ne sont certes pas les 199 duels auxquels LR a participé en 2017, mais le chiffre demeure plus élevé que ce que le résultat de la présidentielle laissait supposer. « Un soulagement », explique le chef de file des eurodéputés LR, François-Xavier Bellamy, qui fait remarquer que certains ont même

« multiplié le résultat de leur candidate à la présidentielle par dix ». Parmi les qualifiés, quelques députés ont, en effet, enregistré des scores dépassant les 40 % : 45,46 % pour Aurélien Pradié dans la 1^{re} circonscription du Lot, ou encore 42,07 % pour Annie Genevard dans la 5^e circonscription du Doubs.

Travail de fond

Si les qualifications au second tour concernent surtout les sortants, à droite, on ose même rêver de conquête avec des nouveaux arrivants. Ainsi en Haute-Loire, où LR mise sur Yannick Neuder, arrivé premier, devant le RN, dans la 7^e circonscription de l'Isère. Ou encore Antoine Vermorel-Marques, arrivé, lui aussi, premier dans la 5^e circonscription de la Loire.

A droite, on explique, comme d'habitude, ces résultats par l'importance de la présence sur le terrain. Interrogé sur France 2, dimanche soir, Christian Jacob, le

président du parti, a ainsi expliqué que c'était l'« ancrage territorial » qui avait « fait la différence dans beaucoup de circonscriptions ». Elus pour beaucoup dans des territoires compliqués en 2017, puis conscients du danger une fois les résultats de la présidentielle connus, les candidats LR se sont mis, de leur propre aveu, en « mode survie ». Nombre d'entre eux ont labouré leur circonscription, multipliant les réunions publiques, les rencontres, les déplacements, ces dernières semaines. Et même ces dernières années. « On parle beaucoup de l'ancrage local, ce n'est pas un détail, veut croire Aurélien Pradié. C'est ce qui permet de sauver une certaine idée de la politique, qui est aussi affaire de relations humaines. »

Un travail de fond qui n'aura servi à tout le monde. Car, dimanche 12 juin, la droite a aussi vu certaines de ses figures éliminées dès le premier tour (Julien Aubert dans le Vaucluse, Guillaume Lar-

rivé dans l'Yonne). Vingt-huit circonscriptions appartenant à LR jusqu'à présent lui échappent ainsi dès le premier tour.

Espoir de reconstruction

Il n'empêche, la formation de la rue de Vaugirard pourrait servir d'arbitre dans de nombreux duels dont elle est pourtant exclue. LR ne donnera « aucune voix pour les extrêmes, que ce soit l'extrême droite ou l'extrême gauche », a ainsi précisé Christian Jacob, sur France 2. Le parti, qui devrait juger « au cas par cas », doit définir une ligne plus précise, lundi 13 juin, en conseil stratégique.

Au sein de LR, on faisait aussi remarquer, dimanche, qu'avec son résultat la droite a privé la majorité des quelques points qui lui manquaient pour devancer la Nupes. Une situation qui accredit l'espoir de certains de voir leur parti revenir dans le jeu politique, même avec un groupe restreint au Palais-Bourbon.

Au sein de LR, on imagine que le président de la République ne pourra avoir qu'une majorité relative. Dans ce cas, le groupe pourrait servir de force d'appoint pour un pouvoir en quête de voix supplémentaires et négocier au cas par cas les termes de cette hypothétique alliance.

Une hypothèse qui ne fait pas consensus. Quelques députés, figures de proue du parti, comme Eric Ciotti (Alpes-Maritimes) ou Olivier Marleix (Eure-et-Loir), tous les deux pressentis pour prendre la tête du groupe parlementaire, pourraient refuser de jouer cette partition. Les Républicains « seront constructifs », a expliqué Christian Jacob, sur France 2 : « Nous voterons les textes qui iront dans le bon sens, nous nous opposerons durement quand ce ne sera pas le cas. » Comprendre : pas d'alliance de gouvernement. Ce que reprend très clairement Aurélien Pradié, numéro trois du parti, pour qui

« tout pacte de gouvernement est inenvisageable ». « Ceux qui sont sauvés, analyse-t-il, sont ceux qui n'ont jamais transigé sur la clarté. » Et d'insister : « On s'arrache du feu et des flammes à la sueur de notre front, ce n'est pas pour aller rallier Macron. »

Lui, comme d'autres dimanche, veut croire en une reconstruction de son parti. « A partir d'une cinquantaine de députés, on peut peser à l'Assemblée nationale et faire entendre notre voix pour préparer ensuite les conditions du rebond », abonde, par exemple, Bruno Retailleau, sénateur LR de Vendée. D'autres font tout de même remarquer que le parti n'en a toujours pas fini avec ses démons : en cinq ans, il n'a pas été capable de trancher une ligne et de vraiment faire fi de ses divisions. Et de s'interroger : en évitant la catastrophe cette fois, LR ne recule-t-il pas pour mieux sauter dans le vide ?

SARAH BELOUEZZANE

« CEUX QUI SONT SAUVÉS SONT CEUX QUI N'ONT JAMAIS TRANSIGÉ SUR LA CLARTÉ »

AURÉLIEN PRADIÉ
numéro trois des Républicains

Des figures du parti en bonne position pour le second tour

Guillaume Larrivé et Julien Aubert ont été éliminés dès le premier tour. Eric Ciotti, Aurélien Pradié et Julien Dive sont largement en tête

Ces dernières semaines, au sein du parti Les Républicains (LR), il était commun de commencer chaque analyse par ce préambule : « Voyons d'abord qui tombe au champ d'honneur et qui reste encore debout. » Dimanche 12 juin, les résultats du premier tour du scrutin législatif ont permis de se faire une nouvelle idée de l'état de la droite sur le plan national après la présidentielle, et de la santé politique de ses figures.

Deux députés de poids n'ont pas réussi, dimanche, à faire mentir ceux qui prédisaient que le mauvais score à la présidentielle (4,78 %) ne pouvait que se traduire en hécatombe aux législatives. Le candidat sortant de l'Yonne Guillaume Larrivé, élu depuis 2012, a ainsi été éliminé dès le premier tour, arrivant en

troisième position, derrière le Rassemblement national (RN) et la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes). « Je quitte aujourd'hui l'Assemblée nationale, avec tristesse, puisque tel est le choix des électeurs de notre circonscription, qui ont placé l'extrême gauche et l'extrême droite en tête », a-t-il déclaré dans un court texte publié sur le réseau social Twitter.

Dans le Vaucluse, c'est Julien Aubert, député sortant candidat à sa réélection, qui, lui, a été victime de la fragmentation du paysage politique en trois blocs autour du RN, de la Nupes et de la majorité : l'élu a totalisé 17,17 % des voix et arrive quatrième, derrière ces trois forces. « Je suis déçu de ce résultat, qui ne reflète pas mon investissement depuis dix ans dans cette circonscription et au Parle-

ment », a écrit, sur Facebook, l'élu, qui estime néanmoins avoir « appris une grande leçon de vie ».

Lui comme d'autres élus LR de Provence-Alpes-Côte d'Azur étaient en opposition frontale avec le président de région, Renaud Muselier, et le maire de Nice, Christian Estrosi. Les deux ex-ténors de la droite, tous deux ralliés à la majorité présidentielle, s'étaient promis de faire opposition à ce qui restait de LR dans leur territoire, accusant leur ancien parti d'être dans une dérive trop droitiste.

« Terrain » et « sincérité »

Ennemi de longue date de M. Estrosi, et donc cible de cette campagne, Eric Ciotti, député de la 1^{re} circonscription des Alpes-Maritimes, a tenu le choc. Il est arrivé premier, dimanche, avec 31,70 %

des suffrages. « Du fond du cœur, merci aux électeurs de la première circonscription des Alpes-Maritimes qui m'ont placé en tête lors de ce premier tour. J'appelle à la mobilisation générale pour faire gagner Nice et la France », a écrit, sur Twitter, le candidat, visiblement réjoui. Si personne n'avait vraiment de doutes sur l'issue du scrutin dans cette circonscription, beaucoup la surveillaient de très près. De l'avis général, le député sortant devrait jouer un rôle important dans l'avenir de la formation de droite depuis son très bon score au congrès de désignation du candidat LR à la présidentielle, en décembre 2021 – il était sorti en tête du premier tour.

Parmi les sortants, le groupe des jeunes députés élus, pour la plupart, pour la première fois en 2017, et qui ont su se faire un

ÉRIC CIOTTI, QUI A TENU LE CHOC DANS LES ALPES-MARITIMES, DEVRAIT JOUER UN RÔLE IMPORTANT DANS L'AVENIR DES RÉPUBLICAINS

nom, a fait de bons scores. Le secrétaire général du parti, Aurélien Pradié, pourtant officiellement dans la ligne de mire de la Macronie, totalise 45,46 % des voix dans le Lot. Julien Dive, député sortant de l'Aisne, arrive lui aussi premier, avec 35,91 % des voix. Largement en tête également, Virginie Duby-Muller récolte 31,24 % des suffrages exprimés en Haute-Savoie. Pierre-

Henri Dumont, dans le Pas-de-Calais, et Raphaël Schellenberger, dans le Haut-Rhin, sont, eux, deuxièmes, mais en position plutôt favorable. La raison de leur qualification ? « Le terrain, la sincérité, et surtout la droite populaire. Ce doit être une source d'inspiration pour notre famille politique », analyse M. Dive.

Des jeunes députés qui envisagent de fortement peser sur l'avenir de LR, voire d'en prendre la tête, s'ils le peuvent. « Le score que nous faisons avec quelques autres qui ont la même fibre sociale montre que nous avons raison. Il faut bien sûr attendre le second tour, mais nous pouvons en tirer quelques enseignements pour l'avenir du parti », confie-t-il. A droite se profile donc une bataille des anciens et des modernes. ■

S.B.

A Paris, la gauche prend sa revanche sur les « marcheurs »

La Nupes arrive en première position dans 12 des 18 circonscriptions de la capitale

Oubliez le rose. A Paris, la gauche reprend nettement des couleurs. Mais pas celle du Parti socialiste (PS) qui a longtemps dominé la politique dans la capitale. Plutôt le rouge et le vert de La France insoumise (LFI) et des écologistes. Tel est le bilan du premier tour des législatives dans la première ville de France.

En 2017, la majorité du nouveau président de la République Emmanuel Macron avait effectué une razzia à Paris. Les candidats de La République en marche (LRM) et ses alliés étaient arrivés en tête dans 16 circonscriptions sur 18 au premier tour, et avaient obtenu treize députés. La gauche, qui détenait jusqu'alors neuf sièges, n'en avait sauvé qu'un seul, dans le 20^e arrondissement.

Changement d'ambiance ce dimanche 12 juin. Cette fois-ci, la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes) arrive en première position dans 12 des 18 circonscriptions parisiennes, en particulier dans tout le nord-est de la capitale, assez populaire et bobo. La majorité présidentielle, réunie sous la bannière Ensemble!, ne domine plus que dans les six circonscriptions restantes.

D'emblée, LFI obtient trois députés : Danièle Obono est réélue à 57,07 % des voix dans la 17^e circonscription, tandis que Sarah Legrain et Sophia Chikirou entrent à l'Assemblée avec respectivement 56,51 % et 53,74 % des voix. Six autres candidats de la Nupes paraissent très bien placés pour le second tour. En particulier Julien

Bayou, le secrétaire national d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), qui a failli entrer au Palais-Bourbon dès dimanche, en recueillant 48,88 % des suffrages. Il dispose de 20 points d'avance sur Elise Fajgeles, l'ancienne suppléante de Benjamin Griveaux, qui avait siégé à l'Assemblée lorsque ce dernier était ministre.

Dans le 20^e arrondissement, Danielle Simonnet (LFI) est également en position très favorable (47,11 %). Elle a remporté la bataille des deux gauches qui l'opposait à la socialiste Lamia El Aaraje, députée de la circonscription pendant huit mois, avant que son élection lors d'une législative partielle ne soit annulée en raison de la présence d'un imposteur parmi les candidats. Estimant que l'investiture de la Nupes aurait dû lui revenir, Lamia El Aaraje avait décidé de se maintenir et obtenu le soutien officiel du PS, pourtant partie prenante de la Nupes. Un cas unique en France. Cet appui, comme celui des anciens premiers ministres Lionel Jospin et Bernard Cazeneuve et de la maire de Paris Anne Hidalgo, n'a pas suffi. La socialiste n'a recueilli que 17,87 % des suffrages, et sans la division des voix macronistes entre deux candidats, l'un officiel, l'autre non, elle n'aurait peut-être pas été qualifiée pour le second tour.

Sandrine Rousseau, la rivale de Yannick Jadot au sein de EELV, se trouve, elle aussi, en ballottage très favorable, avec plus de 16 points d'avance, face au député sortant de la majorité, Buon Tan. Même situation pour Eva Sas

(EELV) face à Laetitia Avia (LRM), Rodrigo Arenas (LFI) face à Anne-Christine Lang (Territoires de progrès), et pour l'ex-journaliste Aymeric Caron (Révolution écologique pour le vivant) face à Pierre-Yves Bournazel (Horizons).

Les macronistes sur la sellette

Au total, au moins neuf députés de gauche ont ainsi de fortes chances de siéger dans la future Assemblée, dont six issus de LFI et trois écologistes. Pour le PS, qui n'a obtenu que deux investitures dans le cadre de la Nupes, la seule possibilité de conserver un siège à Paris repose sur Olivia Polski. Cette adjointe de la maire Anne Hidalgo se trouve au coude-à-coude avec la députée sortante (MoDem) Maud Gatel, dans la 11^e circonscription.

Clairement, les électeurs parisiens, qui avaient été séduits par Emmanuel Macron en 2017, ont, pour nombre d'entre eux, été déçus par la lente dérive du mouvement présidentiel vers la droite, et souhaitent corriger le tir. Le vote utile à gauche en faveur de

Jean-Luc Mélenchon et de ses candidats a fait le reste. Témoin, Claire, une fonctionnaire de 30 ans, électricienne dans le 11^e arrondissement. Sensible à l'écologie, elle aurait souhaité voter pour un candidat de EELV. Mais le principe de l'union de la gauche l'a emporté : « Chikirou, ça ne me branche pas trop, mais je vais tout de même voter pour elle », expliquait-elle avant d'entrer dans l'isoloir.

Ce réveil de la gauche place les macronistes sur la sellette. A commencer par le délégué général de LRM et nouveau ministre

Stanislas Guerini, en position inconfortable (32,50 %) face à Léa Balage El Mariky (EELV, 38,66 %), dans la 3^e circonscription. Tout comme son collègue Clément Beaune (35,81 %) face à Caroline Mecary (LFI, 41,40 %) dans la 7^e. En cas de défaite, ils devront quitter le gouvernement. La porte-parole du gouvernement, Olivia Grégoire, déjà élue en 2017, aborde, elle, le second tour avec une longueur d'avance (39,51 %), de même que deux autres députés LRM sortants, Sylvain Maillard (41,93 %) et Gilles Le Gendre (35,66 %).

La situation se révèle plus critique pour Les Républicains (LR). En 2017, le parti avait réussi à conserver deux circonscriptions des « beaux quartiers » de l'ouest parisien. Seuls rescapés LR du premier tour dans la capitale, Brigitte Kuster (28,92 %) et Francis Szpiner (33,28 %) vont tenter de maintenir ces deux sièges dans le giron de la droite classique. Mais ils se trouvent en ballottage défavorable. De l'héritage de Jacques Chirac, il risque de ne plus rien rester, dimanche soir 19 juin. ■

DENIS COSNARD



Sophia Chikirou, candidate de la Nupes élue dès le premier tour, dimanche 12 juin, à Paris. JULIEN DANIEL/MYOP POUR « LE MONDE »

Corse : les trois députés nationalistes qualifiés pour le second tour

Dans l'île comme au niveau national, la participation a été très faible. Les électeurs ont choisi de porter leurs voix sur les élus sortants

AJACCIO - correspondant

En plaçant pour la première fois un candidat au second tour dans chacune des quatre circonscriptions – dont trois sortants –, les nationalistes confirment leur hégémonie sur l'échiquier politique corse. Mais cette domination compte autant de nuances que de faiblesses, dans un scrutin marqué par l'abstention. Dans une île où près d'un votant sur trois a glissé un bulletin Marine Le Pen lors de la présidentielle, le Rassemblement national (RN) a recueilli 12 % des voix dimanche, deux points devant Ensemble! et trois derrière la droite. La gauche, sans la Nouvelle Union populaire écologique et sociale, absente de Corse, est sous la barre des 9 %.

Avec 17,48 % des voix, Romain Colonna (Femu a Corsica), candidat adoubé par le président du conseil exécutif de Corse, Gilles Simeoni, dans la 1^{re} circonscription de Corse-du-Sud, qui avait échappé aux autonomistes en 2017, parvient à se qualifier pour le second tour, mais est loin du maire d'Ajaccio, Laurent Marcangeli (Ensemble!). De sensibilité philippiste, M. Marcangeli, favori avec 33,70 % des voix, fait le pari de recomposer une droite corse émietée, mais nourrit aussi des ambitions natio-

nales, aussi bien au Palais-Bourbon que dans le cycle de négociations entre la Corse et Paris, qui s'ouvre fin juin. « On ne me parle pas d'autonomie, on me parle du frigo qui est dur à remplir ou du plein d'essence qui est dur à payer », a-t-il commenté, dimanche soir.

Enracinement

Dans la 2^e circonscription de Corse-du-Sud, avec 27,62 % des voix, la droite représentée par Valérie Bozzi a été devancée par le député sortant, l'autonomiste Paul-André Colombani (Partitu di a nazione corsa), qui confirme son enracinement (37,24 %). M. Colombani, satisfait de son score, « quitus pour le travail fait depuis cinq ans », aborde le second tour sereinement. Mais la question du report de voix se pose dans cette zone où un votant sur cinq a choisi un des trois candidats d'extrême droite, dont le RN, qui atteint 14,77 %.

Dans la 1^{re} circonscription de Haute-Corse, fief de M. Simeoni, Michel Castellani (Femu a Corsica) a obtenu un score de 33,77 %, surclassant ses trois poursuivants. A 76 ans, le député sortant, qui a incarné pendant la campagne la force tranquille, parle de « sortir très largement en tête » dimanche 19 juin face à Julien Morganti (divers centre, 13,61 %).

Tous les regards nationalistes sont tournés vers la 2^e circonscription de Haute-Corse, où le député sortant Jean-Félix Acquaviva (Femu a Corsica) est en difficulté malgré ses 33,46 % dans un duel avec François-Xavier Ceccoli (29,06 %), le président départemental de la fédération LR, qui n'a pas revendiqué son étiquette. Dès dimanche soir, M. Ceccoli attaqua vertement les pratiques clientélistes de son adversaire, dénonçant des promesses électorales d'emplois ou de subventions. Des attaques similaires avaient été formulées par Lionel Mortini, nationaliste dissident et troisième homme (17,99 %) de cette campagne qui a multiplié ses critiques contre le clan Simeoni. « Je sors en tête alors que l'on a joué le tout sauf Acquaviva et le tout sauf Simeoni », tranchait dimanche M. Acquaviva, balayant d'un revers de manche ces accusations.

Reste que, dans ce scrutin où le président Simeoni assure le service après-vente de ses candidats, la défaite dans cette circonscription serait une marque de défiance envers ce dernier, trois mois après les événements ayant suivi l'agression mortelle d'Yvan Colonna et durant lesquels il avait paru dépassé par les manifestants. ■

PAUL ORTOLI

+ DE PERFORMANCE AVEC LES NORMES VOLONTAIRES

Les normes volontaires rassemblent des méthodes éprouvées, des résultats de référence en alignant des règles du jeu entre acteurs économiques de différents pays. Les normes volontaires sont de véritables accélérateurs d'impact : pourquoi s'en priver ?

Rendez-vous sur afnor.org/tous-volontaires

afnor

Les cartes des duels au second tour

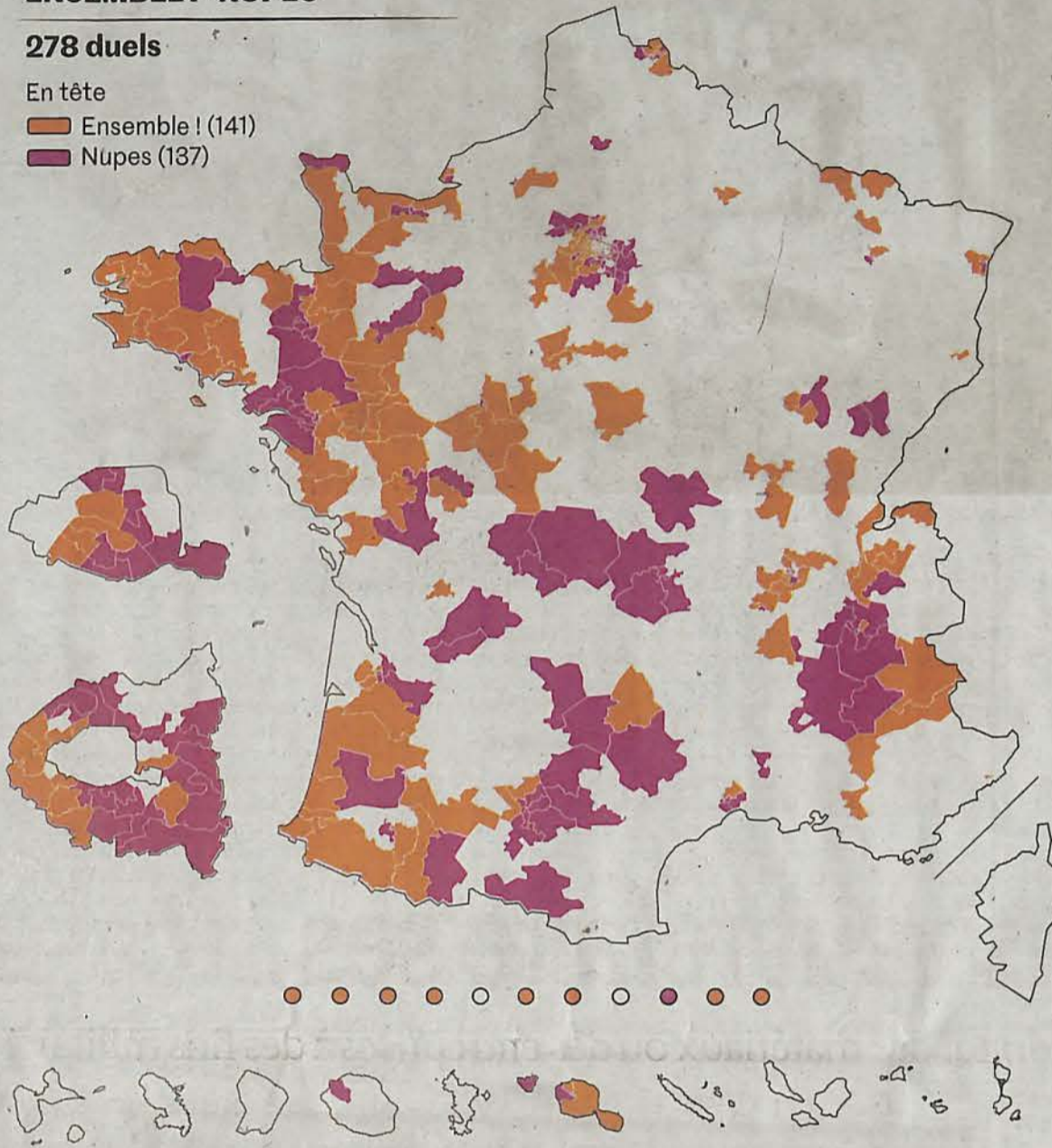
Une majorité des confrontations dimanche 19 juin concernera des candidats Ensemble! et Nupes

ENSEMBLE! - NUPES

278 duels

En tête

- Ensemble! (141)
- Nupes (137)

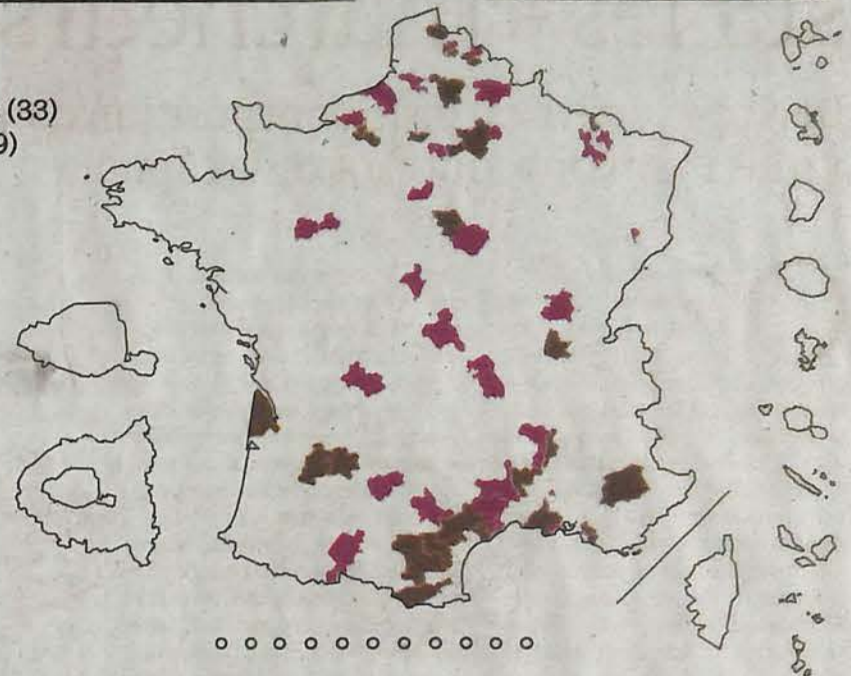


NUPES - RN

62 duels

En tête

- Nupes (33)
- RN (29)

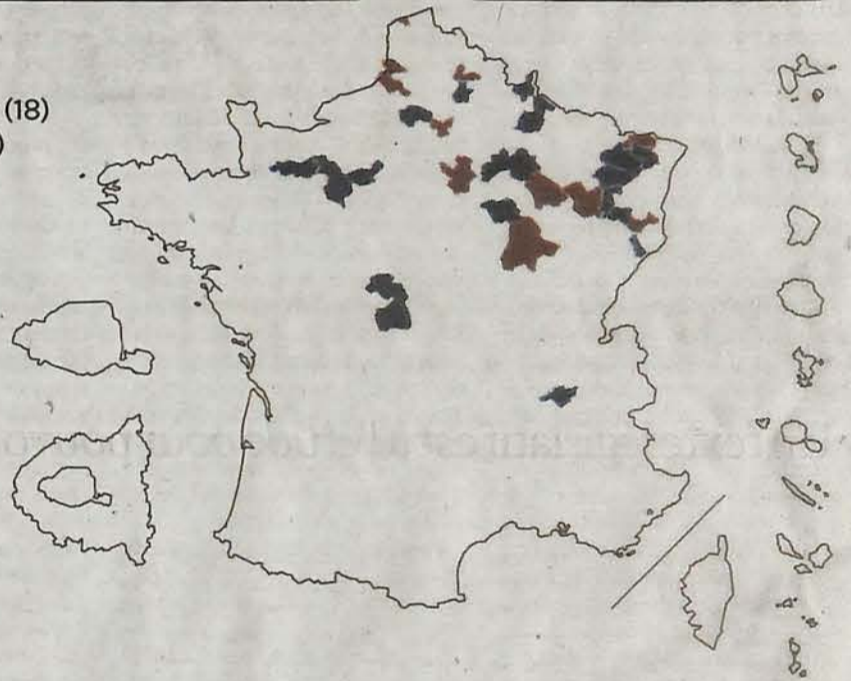


DROITE - RN

29 duels

En tête

- Droite (18)
- RN (11)

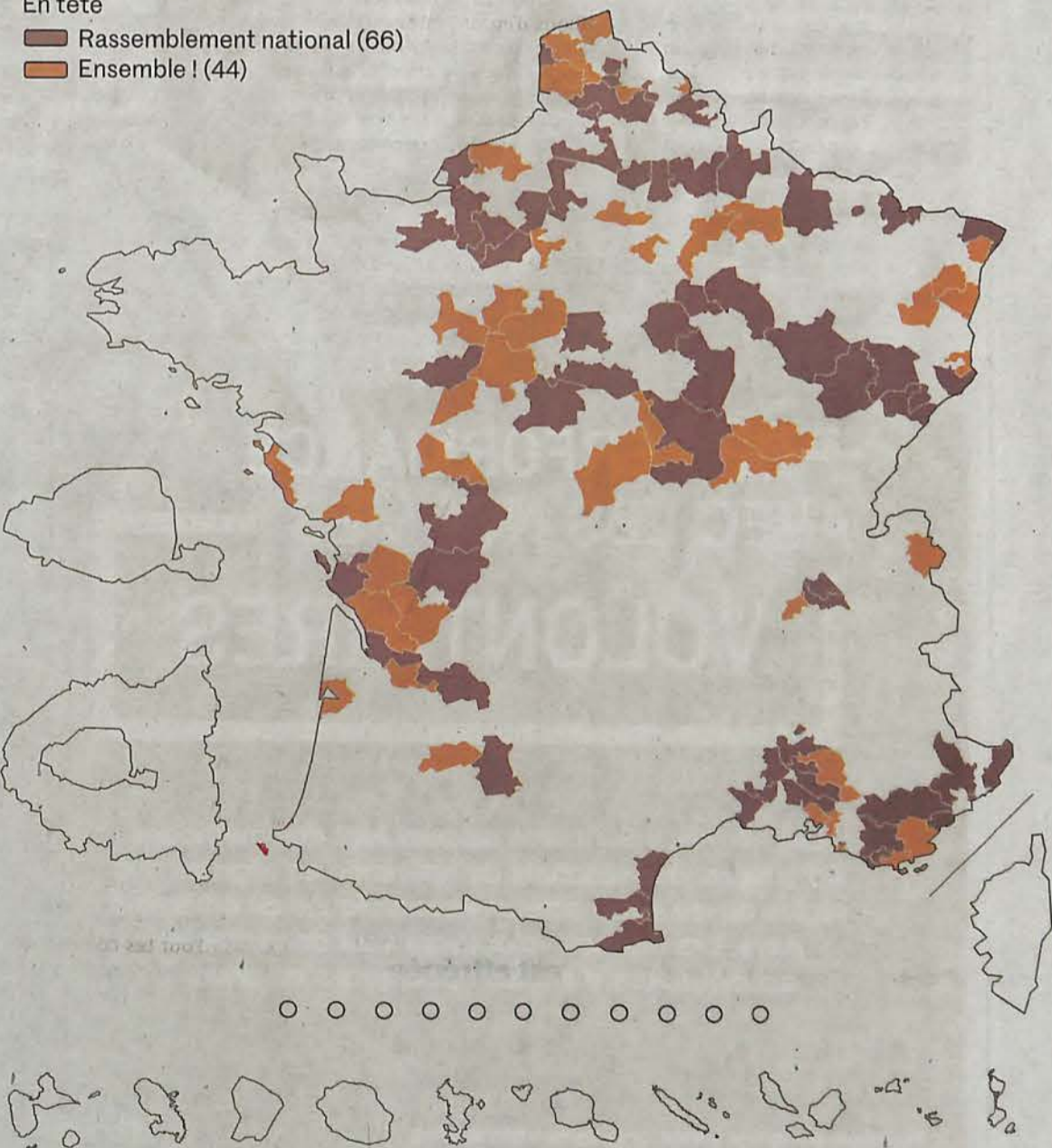


ENSEMBLE! - RASSEMBLEMENT NATIONAL

110 duels

En tête

- Rassemblement national (66)
- Ensemble! (44)

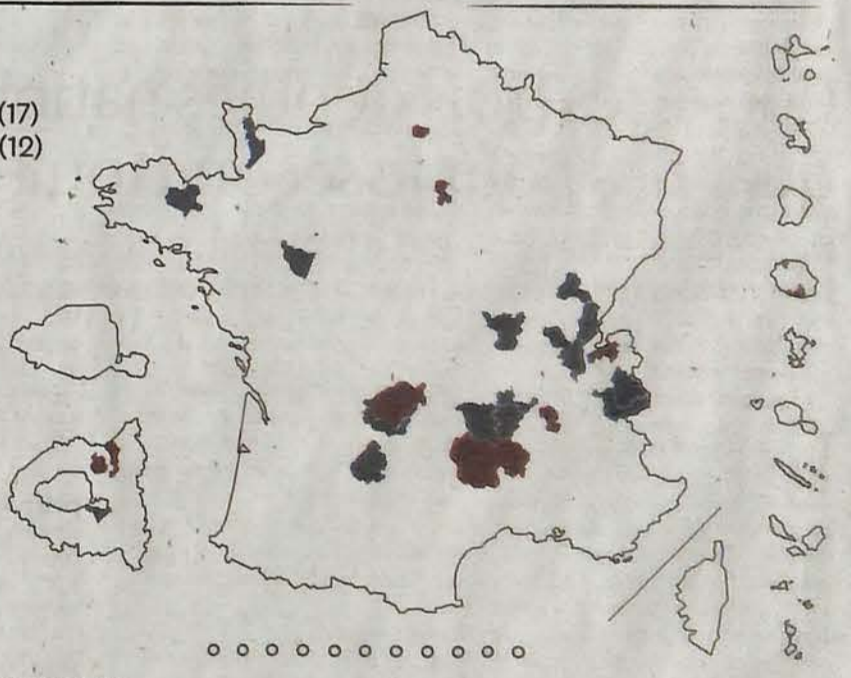


DROITE-NUPES

29 duels

En tête

- Droite (17)
- Nupes (12)



DROITE-ENSEMBLE!

22 duels

En tête

- Droite (11)
- Ensemble! (11)

